

LE MARXISTE - LÉNINISTE

JOURNAL MAOÏSTE DE L'U.C.F.M.L.

Groupe pour la fondation de l'Union des Communistes de France
Marxiste-Léniniste

Mensuel: JUIN-JUILLET 1981

No 52

Prix: 5 Francs

LA POLITIQUE MAOÏSTE DONNE LE POUVOIR DE NE PAS VOTER



Giscard: Taisez-vous
et travaillez !

Les élections:
De l'
ETAT-SOLITAIRE
à l'
ETAT-
«POPULAIRE»



Mitterrand: Amusez-vous,
mais rendez-moi le bâton !

7 points contre la société impérialiste française

LA NOUVELLE SITUATION, LE VOTE, LA LIBERTE

- 1 -

Giscard est tombé. Mitterrand est président. On vote à nouveau, pour les députés.

Tout ceci se passe dans la règle constitutionnelle, tout cela est conforme à ce qu'exige l'État.

Aucun mouvement de masse populaire, aucune lutte de classe, n'est venue troubler la logique de l'État. Les gens n'ont à la vérité, rien FAIT. C'est dans l'État lui-même qu'ils ont joué leur rôle dispersé et aveugle: le vote parlementaire. Ils sont venus dire, un par un, qui ils voulaient pour diriger l'État impérialiste français - ou qui ils ne voulaient plus.

Il n'y a donc:

- ni crise institutionnelle, ou impuissance de l'État (comme quand la IV^{ème} République est tombée en 1958).

- ni crise populaire, révolte de masse (comme quand l'État gaulliste a été ébranlé par la tempête de Mai 68).

S'il y a un «événement», comme tout le monde le prétend, c'est un événement dans l'État - la société impérialiste française restant inchangée, et même calme.

Pour nous, révolutionnaires et maoïstes, nous voyons cet événement de l'État, nous en mesurons les effets, nous en tenons compte. C'est une donnée objective, une donnée de L'HISTOIRE DE L'ÉTAT.

Notre histoire n'est pas celle de l'État. Notre histoire est celle de la classe ouvrière et du peuple, que nous organisons, afin justement qu'ils existent:

:: contre l'État, pour détruire l'obstacle qu'il représente, en finir avec l'impérialisme, avec le capitalisme.

:: pour le communisme, qui est une société sans classe, et sans État.

Nous n'avons donc pas participé à cet événement de l'État: le remplacement des giscardiens par les gens du P.S. avec Mitterrand à leur tête. Nous nous abstenons aux élections, parceque nous sommes d'une autre politique. Nous n'allons pas aux rendez-vous que nous fixe l'État. Nous avons nos propres rendez-vous, dans le réel des classes et du peuple, pour changer, non pas le gouvernement, mais la société impérialiste.

Nous nous abstenons tout autant aux élections législatives, qui visent à achever et à consolider l'événement étatique. Nous proposons d'autres ACTIONS.

- 2 -

Est-ce à dire que nous disons: «il ne s'est rien passé, continuons le combat»? Pas du tout. Un événement objectif de l'État, s'il n'est pas le notre, n'est pas rien, loin de là. Il a des effets pour l'État. Il en a aussi pour la conscience des gens. La situation politique est nouvelle, et, pour les révolutionnaires, attachés à une grande cause, mais matérialistes, le nouveau fixe de nouvelles tactiques, de nouvelles idées.

Voyons d'abord l'État.

L'idéologie giscardienne de l'État faisait du pouvoir exécutif - présidence, ministères, administrations, police, armée, justice - la source exclusive de la politique. Rien d'extérieur n'avait droit à la politique. Même les partis réactionnaires étaient tenus en bride. Le R.P.R. de Chirac a été constamment humilié. L'U.D.F. était une nébuleuse de politiciens carriéristes sans unité ni force d'organisation.

Dans ce cadre, l'État déclarait faire face à la crise, seul et brutal. Surtout après les élections de 1978 (gagnées contre le P.S. et le P.C.F.), l'État a multiplié les mesures réactionnaires: loi Bonnet contre les immigrés, expulsions, destruction de l'université «libérale», extraditions des révolu-

tionnaires étrangers, loi Peyrefitte sur la «sécurité», restructurations bancaires et industrielles, régionalistes entassés dans les prisons de la cour de sûreté de l'État, etc...

Cette philosophie de l'auto-suffisance de l'État reposait par ailleurs sur la mise en crise du peuple: racisme, divisions entre ouvriers fixes et intérimaires, intellectuels repliés et contre-révolutionnaires, petite bourgeoisie égoïste et menacée...

Dans ce contexte, la base de masse de l'État devenait une question mineure. L'État se croyait la force de s'appuyer sur lui-même, et sur la seule confiance des grands capitalistes.

Le vote du 10 Mai 1981 montre qu'en vérité l'État lui-même était en crise; que le système-Giscard n'était plus adéquat à la situation - non pas à la situation du peuple: l'État impérialiste ne repose pas là-dessus - mais à la situation de la politique des bourgeois, à l'étendue de la crise générale, que Giscard prétendait gérer.

L'idéologie de l'État qu'amène le P.S. est différente. La pratique de l'État, dans ses grandes lignes, sera peu différente. Il n'y a pas trente-six manières de conduire une politique bourgeoise parlementaire aujourd'hui. Mais l'idéologie est différente - et donc les effets subjectifs sont différents.

Le P.S. a un discours de «réconciliation» du peuple et de l'État, de l'histoire du peuple et de l'histoire de l'État. Il parle d'abondance de 1792, du front populaire, et même de la Commune de Paris. Mitterrand déclare que le social et le politique sont réconciliés.

«La majorité sociale», c'est la vision bourgeoise du peuple. Il n'est jamais question, ni pour Giscard, ni pour le P.S., que le peuple soit directement politique.

Mais pour le P.S., cette «majorité sociale» (dans la pratique, ce seront les bureaucrates syndicaux) est l'interlocuteur de l'État. Il y a deux termes, et non pas un. L'État est pensé comme un instrument POUR les «réformes sociales», pour la «justice», pour le «peuple de gauche» etc... (le P.S. n'est jamais avare de mots).

Une idéologie de l'État succède à une autre. C'est une autre situation. A la gestion froide du capital, se substitue une «gestion tiède», qui diffuse autour d'elle l'idée d'une «communauté nationale» où tous les intérêts sont représentés et peuvent influencer sur l'État.

Nous sommes contre la société impérialiste française, dont l'État est le garant. Nous nous abstenons aux élections. Nous déployons notre politique dans la nouveauté de la situation. Nous interrogeons les consciences.

- 3 -

Des gens, le 10 Mai 1981, étaient «contents». D'accord. Nous remarquons que les ouvriers des usines attendaient, n'explosaient pas de joie. Nous remarquons que la petite bourgeoisie des villes était plutôt enthousiaste (enseignants, intellectuels, fonctionnaires, employés, techniciens). Nous remarquons qu'il y avait là des bataillons d'anciens de 68. Tout cela mérite d'être noté.

Étant depuis des années de la lutte de classe la plus sévère contre la politique de Giscard, et contre la politique du P.C.F. (le P.S. n'avait de politique que la gestion, généralement réactionnaire, de municipalités), nous étions, nous, indépendants, dans la pensée et dans l'action, des avatars parlementaires. Nous existons par nous-mêmes. Nos joies sont celles de nos victoires, des élans ouvriers, des rassemblements populaires contre les bourgeoisies. Nous n'étions donc pas de la «joie» du 10 Mai 1981. Notre oeil est intéressé et froid.



Mitterrand: pour un État fleuri... mais impérialiste.

Nous avons parlé, écouté, et vu que dans cette «joie», il y a de l'erreur (en grande quantité) et de la promesse (précaire).

L'erreur est de marcher dans les racontars du P.S. sur la «réconciliation» de l'histoire du peuple et de celle de l'État. Il y a des gens qui disent: «je vais enfin penser avec le Pouvoir, et plus contre lui». D'autres qui disent: «j'étais un perdant, je suis un gagnant».

Nous disons que l'amour de l'État-Mitterrand est mauvais, qu'il est un facteur de bêtise politique. Il aveugle sur le réel. Cette pensée «avec le pouvoir» n'est pas une pensée du tout. La société impérialiste française n'a pas bougé: là est tout le réel, pour toute la pensée.

Passer encore pour les gens qui espèrent des places. La concurrence est la loi de la société bourgeoise, et remplacer dans tel bureau tel giscardien déconfit est un petit plaisir de l'époque. C'est le plaisir de la servitude réglée.

Mais les autres ? Coller à l'État est fallacieux. S'imaginer qu'on a FAIT quelque chose («on a gagné !»), slogan de l'époque du Loto) parce que la mécanique parlementaire, après des années d'abaissement et de division du peuple, accouche d'une autre philosophie de l'État, est une mauvaise plaisanterie. Nous le disons tout net, parce que nous sommes des gens de la vérité, et non de l'imaginaire.

Ce qu'il y a de promesse est tout différent.

Bien des gens se réjouissent parce que Giscard était tombé et parce que le P.C.F. était durement touché. Contre Giscard ET contre le P.C.F., cela nous intéresse. C'est le fond de toute notre politique pratique pendant sept ans. Politique pratique: sur les immigrés, à la campagne, dans les cités, les usines, les universités, mener des batailles précises, trouver les mots d'ordre de classe du mouvement, et édifier des organisations d'un genre nouveau - pour qu'enfin existent une politique, un parti, totalement hétérogènes à la société impérialiste, au parlement, aux syndicats. C'est ça le maoïsme.

Vous découvrez, dans la «joie», que vous êtes contre Giscard et contre le P.C.F. ? Très bien. Nous vous disons: il y a ceci et cela à FAIRE, il y a des grandes causes pratiques de la politique, il y a des organisations à rejoindre.

Pourquoi DÉLÉGUER votre hostilité à l'État-Giscard et au P.C.F., la remettre dans les mains douteuses de Mitterrand et de son équipe d'arrivistes ? Soyez sincères: vous CROYEZ en Mitterrand ? Si le fond de la question c'est: ni l'État, ni le P.C.F. (nous disons: ni l'ancienne bourgeoisie, ni la nouvelle), prenez le chemin immédiat de l'autonomie de pensée et d'action. Soyez libres. Rejoignez les maoïstes.

DERNIERES PUBLICATIONS

LISEZ LE NUMÉRO SPÉCIAL DU «ML» :
«DIX ANS DE MAOÏSME: une histoire, un bilan, une politique»: 12 Francs port compris.

ET AUSSI:

«La politique marxiste comme figure actuelle de la liberté» (intervention au meeting central du 28 fév. 1981): 4,5 f port compris.

«Questions du maoïsme: de la Chine de la Révolution Culturelle à la Chine des procès de Pékin» (U.C.F.M.L.) 5f port compris.

«Notes de travail sur le post-léninisme» (Paul Sandevince) 6f port compris.

«Creusot-Loire: face à la restructuration impérialiste expérience du noyau ouvrier communiste de Chalon

sur Saône».(U.C.F.M.L.) 5f port compris.

«Quelques éléments sur notre politique d'usine dans la conjoncture de crise» (U.C.F.M.L.) 6f port compris.

«Histoire politique du mouvement des foyers Sonacotra» (U.C.F.M.L.) 12f port compris.

«La question nationale aujourd'hui: Cambodge, Iran, Afghanistan, Pologne» (U.C.F.M.L.) 12f port compris.

«Sur les questions de la guerre» (U.C.F.M.L.) 8f p.c.

«L'impérialisme français en Afrique aujourd'hui» (U.C.F.M.L.) 7f port compris.

«Preuves et arguments contre le remembrement autoritaire, opération de ruine du peuple des campagnes» (Comité Paysan pour la Vérité sur le Remembrement en Bretagne). 10f port compris.

Quelques considérations sur le P.S.

La victoire de Mitterrand aux élections nécessite d'examiner plus en détail les spécificités du P.S., son histoire, les contradictions de son avenir.

Sa victoire a été celle d'une idéologie particulière plus que d'une politique. Idéologie contradictoire qui allie le réformisme au retour en arrière. Notons que cela met effectivement en jeu une capacité structurelle de l'Etat et de la bourgeoisie: se maintenir en se réformant, en épousant les mouvements de l'Histoire. Le P.S. paraît chargé sur ce plan des périodes de crise: 36, 56 pour l'ancienne S.F.I.O.; après son laminage dans la période ascendante de l'impérialisme français, la social-démocratie s'est reconstituée politiquement en France dans l'époque des premiers ébranlements (fondation du P.S. en 1971) puis dans la crise ouverte. L'idéologie qui porte le P.S. combine l'idée de modernité (utilisation réformiste de Mai 68) et le principe archaïque d'une société impérialiste sans crise. D'où le caractère attrape-mouches de ses thèmes.

Installé au pouvoir d'Etat par un mouvement convergent de corporations, le P.S. ne propose pas plus que Giscard une idéologie de crise, c'est-à-dire une idéologie agressive de nouveau consensus impérialiste dans une période de renforcement des tensions sociales et politiques. Il cultive l'image d'une troisième voie possible entre le capitalisme libéral à la Giscard et le capitalisme bureaucratique d'Etat du P.C.F. Il supporte la conception d'un retour à la fin des années 60 où chacun (et surtout la petite bourgeoisie urbaine) pourrait protéger ses avantages acquis et trouver l'Etat pour partenaire.

D'où le retour transformé à l'idéologie Pompidolienne de nouvelle société, aux figures de pensée du début des années 70 où l'autogestion cotoie l'écologie, où le temps de vivre se conjugue avec le progrès scientifique. Ceci est homogène au mouvement d'inversion représenté à la Bastille et au Quartier Latin, ou la révolte CONTRE l'Etat de Mai 68 serait désormais remplaçable par la fête urbaine POUR l'Etat.

La victoire du P.S. ne peut être interprétée pour autant comme un retour impossible vers le passé. L'idéologie P.S. est d'ailleurs différente de celle de la droite sur la question de l'Etat: elle n'y voit pas l'alpha et l'oméga de l'histoire, mais reconnaît aux masses d'être elles-mêmes porteuses de l'histoire. C'est aux yeux du P.S. ce qui confère légitimité au P.C.F.: être aussi un produit particulier de l'histoire et de la socialité française. Il en ira alors de la vitalité du P.S. de savoir s'allier au P.C.F., de tenter de le diriger pour établir aussi sa modernité, pour se figurer embrasser toute l'histoire.

Cela, c'est pour la modernité: être la victoire d'un réformisme impérialiste soixante-huitard qui sache éviter la crise. Mais sur cette tête d'épingle, le P.S. serait trop instable. Il lui faut donc de l'archaïsme, le plus fumeux possible pour éliminer tout bilan historique; alors on fait donner le Front Populaire, la Libération parfois, l'esprit républicain et les valeurs les plus crédibles: les sarcophages du Panthéon. Cette purée idéologique ne fait pas une politique.

La vision moderne du consensus impérialiste que propose le P.S. se matérialise plus facilement dans la continuité que dans la novation: il n'est qu'à lire sa prose électorale. On y décline une France forte dont la voix porte haut, qui ne soit pas condamnée au déclin d'une puissance de seconde zone et à l'altération de ses termes de l'échange, qui se redonne une grande ambition nationale.

On y lit que lorsque l'iniquité corrompt le corps social, le désordre n'est pas loin», que «nous voulons préserver

la sécurité par la liberté»; «nous pourrions alors appliquer la loi sans faiblesse».

QUELLES CARACTERISTIQUES PROPRES AURA LA POLITIQUE DU P.S. ?

* On peut déjà voir ce qu'il annonce sur l'unité français-immigrés, car c'est un des rares points politiques où il s'avance: «droit de vote aux élections municipales après 5 ans de présence sur le territoire français», «la lutte contre les trafics clandestins sera renforcée». Politique de division à venir entre les «bons» immigrés et les «mauvais», les sans-papiers que l'on pourchassera y compris dans les usines, au nom de la répression des négriers.

* Plus généralement on lit chez le P.S. une volonté de réalimenter le parlementarisme. Le parlementarisme, c'est la démission organisée devant le passage à une politique anti-impérialiste, c'est ce qui a permis au P.S. de se gonfler au gré des échéances électorales, c'est ce qui fait qu'en temps de crise l'Etat n'est pas sans intermédiaire contre le peuple, mais que les Partis bourgeois se renforcent comme relais nécessaire de la bourgeoisie. Le P.S. en redemande: il va, en plus des législatives, des présidentielles, des municipales, des européennes, créer des élections régionales, départementales dans les D.O.M., des élections directes dans les entreprises publiques. Il est en même temps évident qu'une telle enflure parlementariste ne peut qu'embourber l'Etat à terme si les rivalités internes à la bourgeoisie s'accroissent.

* Il y a également une nécessité pour le P.S. de relancer la syndicalisation. Donner du pouvoir aux syndicats dans les comités d'entreprise, dans les comités d'hygiène et de sécurité, dans les futurs conseils d'ateliers.

Mais là aussi deux écueils:

- la crise qui limite les marges de la négociation.

- la capacité du P.S. d'hégémoniser la scène syndicale. La C.F.D.T. et F.O. ne font pas le poids face à la C.G.T., à la différence de la situation dans les pays anglo-saxons.

* Un point-clé pour le P.S. sera la question de l'avenir de la nouvelle bourgeoisie. La victoire du P.S. traduit-elle un échec durable de la nouvelle bourgeoisie ou un recul électoral passager? De l'avenir du P.C.F. dépend donc la capacité de la social-démocratie d'hégémoniser la bourgeoisie, de s'étatiser en se désidéologisant sans perdre sa vertu moderniste.

Le P.S. est particulièrement sensible à cette question, non seulement pour des raisons électorales, mais parce que depuis la scission du congrès de Tours en 1920, la S.F.I.O. puis le P.S. se sont définis dans des rapports particuliers au P.C.F.

* L'absence de plans politiques propres apparaît fortement sur le terrain des contradictions inter-impérialistes.

Autant le P.S. s'annonce décidé à développer «les forces d'intervention outre-mer» pour reprendre plus «proprement» les interventions de l'impérialisme français type Kolwézi, autant il est dans le plus grand flou concernant les marges de manoeuvres face aux autres impérialismes.

Il est vrai que c'est une caractéristique de la social-démocratie européenne: adossée à la vision syndicaliste de partage des dividendes, elle est à l'avant-garde des positions capitulardes face au social-impérialisme russe, que ce soit le parti travailliste en Grande-Bretagne, le parti social-démocrate en R.F.A. et aux Pays-Bas.

Au delà de ses rodomontades verbales, on ne voit guère que le P.S. étatisé ait les moyens d'une autonomie renforcée de l'impérialisme français sur la scène mondiale.

abonnez-vous au Marxiste-Léniniste sous pli fermé: 100f (un an) soutien: 150f et plus!

L'abonnement est un moyen sûr de se procurer le journal régulièrement. Il permet également de contribuer à son amélioration continue. Il comprend toutes les brochures U.C.F.M.L. parues dans l'année (et 12 numéros du ML quelque soit son rythme de parution).

POUR S'ABONNER: écrire à l'adresse suivante (exclusivement): «Le ML - BP 278 - 75 827 - Paris Cedex 17» (règlement par CCP, chèque bancaire à l'ordre de «P. Gonin»).

1936/1968: mythes et réalités



La conjoncture de 1936-38: la question de la guerre et du fascisme. Les combattants espagnols sont lâchement abandonnés à leur sort, ce qui prépara la guerre mondiale.

Le thème de 1936 est aujourd'hui, avec la candidature puis l'élection de Mitterrand, fréquemment mis en avant. Le nouveau président parle de «l'élan populaire» de 1936, et lui compare ce qui se passe aujourd'hui. Parmi ceux qui ont voté pour lui, la référence à 36 est explicite.

Ceci n'est évidemment pas un hasard. Il y a d'ailleurs des images frappantes: en 1936, pendant la Front Populaire, des milliers de gens ont dansé sur la place de la Bastille, et les bonnets phrygiens bleu-blanc-rouge (coiffure des révolutionnaires de 1789-1793) coiffaient de nombreuses têtes; le 21 mai 1981, lors de la cérémonie d'investiture de Mitterrand, on a pu voir des gens jeunes, voisinant la trentaine, drapés dans le drapeau bleu-blanc-rouge et qui se congratulaient. Le tout sur le boulevard Saint-Michel. Probablement, certains d'entre eux étaient au même endroit 13 ans plus tôt, en mai 68, mais dans une toute autre situation, et un tout autre état d'esprit. Peut-être ont-ils oublié qu'en ces jours de mai 68, le drapeau bleu-blanc-rouge était brandi par d'autres, notamment lors de la manifestation gaulliste du 30 mai? Pour eux qui le 10 mai 1981 applaudissaient Mitterrand, vieux routier de la politique bourgeoise, alors qu'il s'offrait la traversée du Quartier Latin, la référence à 68 est plutôt du type souvenir. Ne voient-ils là rien de sinistrement grinçant? Ne voient-ils pas que la référence à 36 ne peut que contribuer un peu plus à enterrer la référence vivante à 68?

Car il faut tout de même se poser la question: quel sorte de référence peut donc être 36? Et qu'y-a-t-il de commun entre 36 et 68?

Notre point de vue est que 68 est dans un rapport d'hétérogénéité à 36; 68 est une rupture contre la tradition syndicaliste et parlementariste, tradition à laquelle 36 est en revanche complètement interne.

— 1936 —

En effet, que se passe-t-il en 36? Cela mérite d'être brièvement dit, contre le mythe des «grandes conquêtes ouvrières» gagnées par «l'élan populaire».

Ce qu'on appelle les «grèves du Front Populaire» da-

tent de mai 1936. Elles furent effectivement massives, dans tout le pays: grèves d'ouvriers, d'employés, d'ouvriers agricoles. Elles succèdent à une période de réelle faiblesse de la classe ouvrière dans les usines: avec la crise économique, qui touche la France en 1930, les ouvriers se sont retrouvés incapables de riposter aux licenciements, aux hausses de cadences, aux baisses de salaires imposées par la bourgeoisie. La situation était du même type pour les employés. D'où une réelle révolte accumulée pendant des années.

A côté de cela, une situation de crise politique de la IIIème République, marquée en particulier par une très violente (et nombreuse) manifestation des «ligues» fascistes contre l'Assemblée Nationale le 6 février 1934. Contre les fascistes, la mobilisation avait été réelle en février 34, mais ce qu'il en était sorti, ce n'était pas une force anti-fasciste ouvrière et populaire, avec ses organisations, mais un processus de négociations entre partis «de gauche» - P.C.F., S.F.I.O., le P.S. de l'époque, et parti radical -, qui aboutit en 1936 à un programme électoral commun de «Front Populaire» et à un accord pour les élections législatives d'avril-mai 36. Avec parallèlement la réunification syndicale - C.G.T. et C.G.T.U. fusionnant en C.G.T.

Ce qui domine surtout la conjoncture à ce moment là en France et dans l'ensemble de l'Europe, c'est la question du fascisme et celle de la guerre. Les fascistes sont au pouvoir au Portugal (depuis 32), en Italie (depuis 22), en Allemagne (depuis 33-34). Mussolini et Hitler surtout affirment ouvertement leurs projets expansionnistes et bellicistes. Ailleurs, comme en France, en Espagne, en Autriche, les groupes fascistes se développent. Dans une Europe dont les deux démocraties parlementaires les plus puissantes (la Grande-Bretagne et la France) hésitent sur le choix de leur ennemi principal: les pays fascistes, ou l'U.R.S.S., premier et seul Etat socialiste du monde d'alors, contre lequel les troupes britanniques, françaises (aux côtés des troupes polonaises et allemandes) avaient combattu peu d'années auparavant (1918-1920). Dans cette Europe donc, la question du moment est bien en 1936: quelle politique contre le fascisme et contre la guerre?

Or, sur quoi portent les grèves et les manifestations de mai-juin 1936? Sur les revendications de réformes so-

ciales. Elles témoignent sans nul doute, nous le redisons, de la réelle révolte accumulée chez les ouvriers et les employés; la forme combative des grèves (les occupations) est également témoin de cette révolte. Les grèves commencent juste après les élections législatives et la victoire des partis du Front Populaire. Même si les appels du gouvernement de Front Populaire dirigé par Blum, et de l'ensemble des dirigeants politiques et syndicaux de l'époque n'en ont pas empêché l'extension, pas plus que les accords Matignon entre patrons-syndicats-gouvernement ni le vote des premières «lois sociales» (Cf note), même si ces grèves n'ont pris fin peu à peu qu'en été, avec les départs pour les congés payés (votés par les députés du Front Populaire), en réalité, l'autonomie réelle (donc politique) des ouvriers et du peuple est nulle. En fait, les ouvriers se battent pour «leurs revendications», dans la logique syndicale, et sont sur le fond dans un rapport de soutien au Front Populaire et à son gouvernement; la politique est laissée aux politiciens bourgeois.

Ceci fut effectivement catastrophique, et très vite.

En Juillet 1936, tentative de coup militaire fasciste en Espagne contre la République et le gouvernement de Front Populaire: c'est le début de la guerre civile. La politique du Front Populaire en France face à la guerre civile espagnole (qui s'internationalisa très vite, suite à l'intervention de troupes italiennes et allemandes) fut, de fait, d'abandonner les anti-fascistes espagnols, au nom de la «défense de la paix» et de la «non-intervention». En France, dans le peuple, chez les intellectuels, l'émotion, la colère, furent réelles; il y eut les volontaires des Brigades Internationales qui partirent au combat aux côtés des anti-fascistes espagnols. Il y eut des gens qui s'occupèrent activement des réfugiés espagnols. Mais aucune politique indépendante de la classe ouvrière et du peuple contre celle du gouvernement de Front Populaire. Et il est certain que l'isolement et la pénurie permanente en armes des anti-fascistes espagnols a largement contribué à leur écrasement (effectif en 1938-1939). La guerre d'Espagne fut le prélude de la 2ème guerre mondiale.

Et en France ? Dès 1938, c'est la fin du Front Populaire et le retour des gouvernements de centre-droit de la IIIème République. Les fameuses «conquêtes sociales» sont réduites à presque rien: la hausse des prix rattrape celle des salaires, les patrons, dès 1937, ne respectent plus les 40 heures, etc... Face à cela, faiblesse totale dans les usines, les bureaux, les grands magasins où quelques mois plus tôt c'était l'occupation. Contre les fascistes, même faiblesse: sitôt interdits, les groupes fascistes se sont reconstitués et continuent leurs activités. Les tentatives de ripostes anti-fasciste échouent.

Enfin, la profonde faiblesse politique des ouvriers et du peuple est évidente en septembre 1938 sur la question de la guerre: le gouvernement français (Daladier, radical) va à Munich avec le gouvernement britannique négocier avec Hitler qui menace la République Tchèque, et ils abandonnent celle-ci à l'invasion allemande. En France, ceci fut largement applaudi comme un «sauvetage de la paix»; l'idéologie pacifiste bourgeoise avait étendu ses ravages.

L'épilogue fut non moins sinistre: septembre 1939, invasion de la Pologne, début de la deuxième guerre mondiale. Août 1940: invasion de la France par l'armée allemande et vote des pleins pouvoirs à Pétain par l'Assemblée du Front Populaire (moins 81 «non» et sans les votes des députés P.C.F., dont le parti est «hors-la-loi»).



La débacle, le Pétainisme... épilogue sinistre de 36.

Ce qui a donc marqué 1936, c'est en quelque sorte un fourvoiement désastreux des ouvriers et du peuple, une illusion totale sur leur autonomie et sur leur force: l'engouement dans la lutte sur les revendications syndicales, dans la logique de la «pression» sur l'État; sur le fond, le soutien aux nouveaux dirigeants de l'État (ceux du Front Populaire) et une démission politique complète. Quelques semaines de «fête», sur un fond très républicain, qui précèdent des années véritablement terribles pour tout le peuple.

— 1968 —

Il convient donc d'opposer 68 à 36, contre la tentative de noyer 68 dans 36.

Ce qui s'est passé en mai-juin 68 en France n'a effectivement pas grand chose de commun avec l'expérience de 1936 (Cf la brochure «un bilan de Mai 68» de P. Sandevince - Ed. Potemkine, reproduite dans le «ML» No 27-28). Ce qui éclate en mai 68 ne suit pas des élections; au contraire, les élections décidées en juin par de Gaulle et sur lesquelles se sont précipités P.C. et P.S., c'est la tentative par la bourgeoisie de reprendre l'initiative, de remettre les choses dans l'espace politique parlementaire. D'où le fait qu'en juin 68, ceux qui étaient du mouvement se sont fortement opposés aux élections, avec le juste mot d'ordre «élections-trahison».

68 ouvre le nouveau, justement parce que des milliers de gens rompent avec l'État. Après dix années de consensus gaulliste, 68 est «contre»: contre l'État (même s'il n'est pas réellement attaqué), contre ses élections, ses flics, ses partis; contre la société impérialiste; contre le P.C.F. et les syndi-

cats qui se révèlent comme les vrais réactionnaires qu'ils sont. En 68, la C.G.T. essaie bien d'enfermer les ouvriers dans les usines, avec belote et pétanque, cahier revendicatif ... à l'appui, mais justement, le nouveau c'est qu'étudiants (révolutionnaires) et ouvriers se retrouvent, contre les syndicats: d'abord par la venue des ouvriers dans les manifestations étudiantes, puis aux portes des usines.

Le nouveau de mai 68, ce n'est pas qu'existe la politique révolutionnaires des ouvriers et du peuple. justement, elle est encore absente. Le nouveau, c'est qu'est posée l'exigence de cette politique, contre les politiques bourgeoises, contre celle de de Gaulle, contre celle du P.C.F. en particulier. Se référer à 68, c'est se référer à ces questions, et au travail engagé depuis sur ces questions (la nécessaire politique de la classe ouvrière et du peuple, son parti de type nouveau, son processus réel). 68 n'est pas riche de «conquêtes», d'«acquis», mais riche des divisions qui y ont été ouvertes. Quant à nous maoïstes, notre politique, c'est pour le moins tout le contraire de celle des «acquis».

1936-1958: chronologie politique



Le gouvernement du «Front Populaire» lève le poing face aux masses, mais les désarme par ses lâchetés et son idéologie pacifiste bourgeoise.

La venue au pouvoir des socialistes en France est une nouveauté sous la Vème république (qui existe depuis 58). Mais le parti socialiste (anciennement la S.F.I.O.) s'est déjà retrouvé au pouvoir à plusieurs reprises: en 1936; à la Libération (1944-45 et les années suivantes) puis en 1956-57. Dans le premier et dans le troisième cas, ce parti est appelé aux affaires dans une situation de crise du système parlementaire impérialiste; à la Libération, il revient au pouvoir quasiment dans les bagages de de Gaulle.

Avoir la mémoire de ces périodes et de quelques faits qui les ont marquées ne peut qu'être utile aujourd'hui.

L'exemple du Front Populaire et des années 36-40 montre, entre autres, le rôle dirigeant du parti socialiste dans une expérience dont les issues furent catastrophiques au regard des questions de l'époque, celles de la guerre et du fascisme, et dont les acquis en termes de réformes sociales furent très vite réduits à zéro... Quatre ans après le Front Populaire, c'est la guerre, l'occupation, une période très sombre pour le peuple de ce pays.

A la Libération, le Parti socialiste a en fait pratiqué la politique d'un parti bourgeois «classique».

Rappelé au pouvoir en 1956-1957, en pleine guerre d'Algérie, il n'a su que s'enfoncer dans la guerre coloniale contre le peuple algérien. La crise du système étatique français s'est considérablement aggravée et face à sa propre incapacité, le parti socialiste (en tout cas une bonne fraction de ses membres et dirigeants) s'est ralliée à la prise du pouvoir par de Gaulle (1958).

-1) L'EXPÉRIENCE DU FRONT POPULAIRE ET LES ANNÉES QUI ONT SUIVI (1936-1940).

Quelques faits permettent de saisir que la conjoncture de cette période, en France comme dans le reste de l'Europe, est dominée par la question de la guerre et du fascisme.

- * - Janvier 1933: Hitler devient chancelier en Allemagne.
- 1933-34: prise du pouvoir par le parti nazi dans ce pays.
- 1935: l'armée italienne (en Italie les fascistes sont au pouvoir depuis 1922) envahit l'Érythrée et l'Éthiopie. Mussolini et Hitler affirment ouvertement leurs objectifs expansionnistes et bellicistes.
- * En France: situation de crise économique et politique, marquée par l'activité des «ligues» fascistes.
- 6 Février 1934: manifestation très violente des ligues fascistes à Paris contre l'Assemblée Nationale; plusieurs morts. Les jours suivants, manifestations anti-fascistes très importantes. Pour la première fois depuis 1920 (Congrès de Tours), P.C.F. et S.F.I.O. manifestent en commun.
- 1934-1935: négociations entre P.C.F., S.F.I.O. et parti radical. Le processus qui s'engage est une alliance électorale entre partis sur un programme commun, en vue des élections législatives de 1936. C'est le Front Populaire.
- Janvier 1936: publication de l'accord électoral du Front Populaire.
- Avril-mai 1936: succès des partis du Front Populaire aux élec-

tions législatives. La S.F.I.O. est le parti qui a le plus de sièges.

- 11 mai 1936: première grève d'usine avec occupation (Le Havre). Les grèves s'étendent assez vite durant le mois de mai et durent en fait, avec des moments plus ou moins forts, jusqu'en Août (Note: Sur les grèves de 1936 et sur l'expérience du Front Populaire, voir brochure à paraître aux Éditions Potemkine).

- 4 juin 1936: Léon Blum, dirigeant de la S.F.I.O., constitue un gouvernement de Front Populaire: ministres socialistes et radicaux; soutien du P.C.F., qui n'a cependant pas de ministres. Face aux grèves, le gouvernement pratique l'appel au calme et essaie d'y mettre fin par les négociations et le vote de «lois sociales». Pas de répression contre les grévistes... sauf en Algérie où la troupe tire sur les grévistes algériens... et sauf des mesures d'expulsions contre plusieurs immigrés (400 en 1 mois).

- 7 juin, signature des accords Matignon, puis, courant juin, vote des lois: dispositif de réformes comprenant en particulier la semaine de 40 heures, des augmentations de salaire, les congés payés (2 semaines par an), le renforcement du pouvoir des syndicats, les conventions collectives, l'arbitrage du gouvernement dans les grèves.

- juillet 1936: le gouvernement Blum dissout les «Croix de feu», principale ligue fasciste, qui est reconstituée dès le lendemain...

* - 17 juillet 1936: rébellion de généraux fascistes en Espagne pour renverser la République (il y a un gouvernement de Front Populaire). Début de la guerre civile.

- juillet-août 1936: les troupes italiennes et allemandes interviennent en Espagne; leur rôle dans la guerre est par la suite très important. L'internationalisation de la guerre d'Espagne est un fait dès cette date.

- 27 juillet 1936: décision du gouvernement Blum de cesser toute exportation de matériel vers l'Espagne.

- 23 août 1936: à l'initiative de la Grande-Bretagne et de la France, un pacte de «non-intervention» en Espagne est signé par les pays européens: France, Grande-Bretagne, U.R.S.S., Italie, Allemagne et Portugal.

- septembre: les volontaires des Brigades Internationales vont combattre aux côtés des anti-fascistes espagnols. C'est le principal soutien extérieur au camp anti-fasciste, en plus des livraisons d'armes par l'U.R.S.S. et le Mexique.

* - 1938: échec de l'expérience gouvernementale du Front Populaire. Retour au pouvoir des radicaux seuls (Daladier), puis avec la droite.

- 1936, 1937, 1938:

- 1: hausse des prix, les augmentations de salaire sont réduites à zéro.
- 2: dès 1937, les patrons ne respectent plus les 40 heures; la loi est peu à peu modifiée.
- 3: faiblesse extrême de la classe ouvrière: échec de toutes les grèves de la période.

- mars 1938: à Clichy (banlieue de Paris), échec d'une manifestation contre un meeting fasciste. La police tire sur les manifestants: 5 morts.

- septembre 1938: accords de Munich. Les gouvernements français et britanniques abandonnent la République tchécoslovaque face à Hitler. Le pacifisme fait des ravages en France, où on crie que «la paix est sauvée»... Blum parle de son «lâche soulagement»...

- été 1938: des réfugiés espagnols sont renvoyés en Espagne chez Franco sur ordre de l'État français.

- 1938-1939: écrasement des anti-fascistes espagnols par les franquistes et par les troupes italo-allemandes.

- 27 février 1939: le gouvernement français reconnaît le gouvernement franquiste. Mesures odieuses contre les réfugiés.

- août 1939: après l'échec des tentatives d'alliance avec la Grande-Bretagne et la France, l'U.R.S.S. conclut un pacte de non-agression avec l'Allemagne: c'est le pacte germano-soviétique, qui ne défend que les intérêts de l'U.R.S.S. comme État. Soutien du P.C.F. à ce pacte, qui facilite les attaques du gouvernement contre ce parti; le P.C.F. est mis «hors-la-loi».

- 1er septembre 1939: l'armée allemande envahit la Pologne; début de la 2ème guerre mondiale (cette fois, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne).

- juin 1940: invasion de la France par l'armée allemande. Débandade de l'armée française, fuite des civils.

- 11 juin 1940: le maréchal Pétain chef du gouvernement.

- 22 juin 1940: Pétain signe l'armistice (qui est une capitulation totale) avec l'État-Major allemand; début de l'occupation allemande en France.

- 18 Juin 1940: depuis Londres, le général de Gaulle appelle à la résistance; c'est ce chef d'une fraction de la bourgeoisie nationaliste qui prend la tête de la résistance (en fait, celle-ci est très faible jusqu'en 1942).

- 10 juillet 1940: l'Assemblée Nationale (dont les députés sont les élus de 1936...) vote les pleins pouvoirs à Pétain. Seuls 80 députés (dont 35 S.F.I.O.) votent contre. Les députés P.C.F. ont perdu leurs sièges.

- été 1940: la S.F.I.O. est laminée, et de fait divisée entre ceux qui choisissent l'alliance avec Pétain (et la collaboration) et ceux qui, comme Blum, deviennent des gaullistes de la première heure. La S.F.I.O. n'a aucun rôle en tant que parti, dans la résistance; il y a seulement des socialistes résistants.

- jusqu'en 1941, le P.C.F. ne s'engage pas dans la résistance.

-2) LA LIBÉRATION ET LES DÉBUTS DE LA IVÈME RÉPUBLIQUE (1944-1948).

- août 1944: libération de Paris. Puis de l'ensemble de la France

- premier gouvernement de de Gaulle: des ministres socialistes (ainsi que des ministres communistes). La S.F.I.O. est en fait remise sur la scène politique par de Gaulle. De 1945 à 1946, de Gaulle mène à bien la liquidation des organisations politiques et militaires issues de la Résistance.

- à partir de l'été 1944, épuration de la S.F.I.O., mais le parti reste l'ancien parti de la IIIème République.

- 1946: débat entre de Gaulle et les partis sur le système étatique nouveau à mettre en place; la IIIème République est massivement rejetée après la faillite de 1940. Les partis l'emportent: naissance de la IVème République assez semblable à la IIIème. Départ de de Gaulle. La S.F.I.O. lie étroitement son sort à celui de la IVème République.

- à partir de 1946, gouvernements de coalition M.R.P. (parti centriste), S.F.I.O., P.C.F., puis M.R.P. et S.F.I.O. seulement après le renvoi des ministres P.C.F. (mai 1947).

- décembre 1946: début de la guerre d'Indochine. Le gouvernement de coalition s'engage dans la guerre coloniale (en 1954, victoire du peuple vietnamien contre le colonialisme français). Quelques protestations du P.C.F.

- mars 1947: insurrection anti-coloniale à Madagascar (alors colonie française). Répression terrible. Protestations du P.C.F., mais maintien de la coalition au pouvoir.

- en France: 1945-47, reconstruction, avec dollars américains à l'appui, et appel des dirigeants au pouvoir à se «retrousser les manches». Premières nationalisations. Pas d'épuration des fascistes et col-laborateurs. Conditions de vie (pénurie, vie chère, manque de logement) et de travail (cadences, heures supplémentaires) très dures pour la classe ouvrière et le peuple. Premières nationalisations.

- mars-avril 1947: grèves isolées dans quelques entreprises.

- mai 1947: dans la conjoncture de guerre froide, Ramadier (président du conseil, socialiste) renvoie les ministres P.C.F.

- automne 1947 (jusqu'au 9 décembre) grèves et manifestations ouvrières très dures dans une grande partie de la France, à la tête desquelles se met le P.C.F. revenu dans l'opposition. Répression très brutale organisée par le ministre S.F.I.O. de l'intérieur: Jules Moch. L'armée et la police contre les grévistes, plusieurs morts, de nombreux blessés; des expulsions d'ouvriers immigrés (des mineurs polonais entre autres).

- automne 1948: grève des mineurs. Affrontements également très durs. A nouveau des morts; des milliers de mineurs licenciés, des centaines emprisonnés.

Après l'échec de ces grèves, la classe ouvrière est complètement laminée en France.

-3) 1956-1957: LE GOUVERNEMENT GUY MOLLET (alors principal dirigeant de la S.F.I.O.):

- janvier 1956: Guy Mollet forme un gouvernement socialiste. La guerre d'Algérie est l'élément principal de la conjoncture; l'État français ne parvient pas à écraser la lutte du peuple algérien. Crise politique.

- mars 1956: le gouvernement Guy Mollet obtient les pouvoirs spéciaux, votés par l'Assemblée (P.C.F. compris) pour mener sa politique de «pacification» en Algérie.

- avril 1956: il y a 400 000 soldats français en Algérie; la guerre coloniale s'intensifie.

- octobre-décembre 1956, affaire de Suez: par mesure de répression contre l'Égypte qui a nationalisé le canal de Suez et qui soutient la lutte armée du peuple algérien, les troupes françaises et britanniques interviennent en Égypte. Échec de ce coup impérialiste.

- 22 octobre: initiative de l'armée française en Algérie (sans en référer au gouvernement, ce qui prouve l'état de crise du système étatique): un avion transportant de Rabat (Maroc) à Tunis des dirigeants du F.N.L. algérien est intercepté par l'aviation française; les dirigeants algériens, dont Ben Bella sont arrêtés et emprisonnés à Paris. Le gouvernement ne désavoue pas.

- 21 mai 1957: démission du gouvernement Guy Mollet.

- 1957-1958: l'État français poursuit la guerre coloniale. En même temps, la crise institutionnelle s'aggrave; les dirigeants militaires en Algérie (Massu, Salan) multiplient les actes de type putschiste. Les gouvernements qui se succèdent ne contrôlent plus l'armée, ni même la police et les préfets en France.

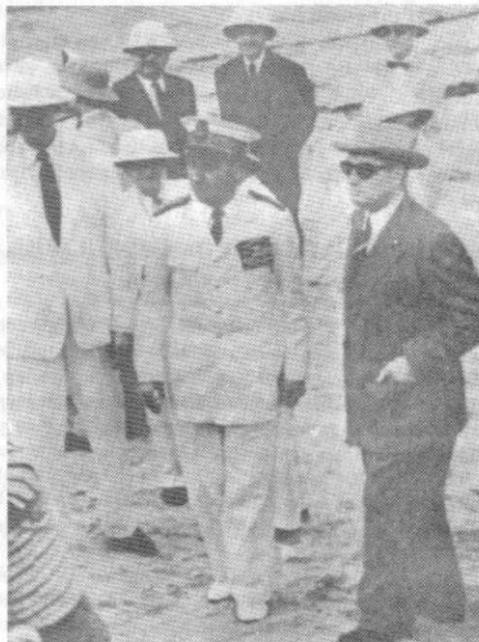
- mai 1958: de Gaulle se déclare «prêt à assumer les pouvoirs de la République». Face au risque de coup d'État par l'armée et de guerre civile en France, de Gaulle s'impose.

- 1er Juin: gouvernement de Gaulle. Il demande et obtient les pouvoirs spéciaux. Une partie importante de la S.F.I.O. (dont Guy Mollet) se rallie à de Gaulle; Guy Mollet participe au gouvernement.

- septembre 1958: de Gaulle obtient le vote de la nouvelle constitution. C'est le début de la Vème République et de dix ans de gaullisme.

-4) NOTE SUR MITTERRAND:

Le nom de Mitterrand n'apparaît pas ici. En effet, François Mitterrand n'était pas membre de la S.F.I.O.; il dirigeait un petit groupe socialiste, l'U.D.S.R., qui a entamé un processus d'alliance puis de fusion avec la S.F.I.O. entre 1962 et 1971 (d'où le «nouveau» parti socialiste depuis le congrès d'Épinay en 1971). Il a cependant exercé pendant la IVème République des fonctions ministérielles, où il a fait preuve d'une fermeté certaine dans la tradition colonialiste:



Mitterrand en colonialiste.

- en 1950-1951, il était ministre d'«outre-mer».

- en novembre 1954, quand éclate l'insurrection qui marque le début de la guerre d'Algérie, il est ministre de l'Intérieur du gouvernement Mendès-France, et à ce titre responsable de l'Algérie, «département français». Il est alors l'homme de «l'Algérie, c'est la France», et de «la seule négociation, c'est la guerre».

Le P.C.F. : avatar tactique, ou décrépitude ?



Le P.C.F. sort abattu de la mêlée présidentielle. Il marche à quatre pattes pour sauver ses députés (et ses maires, et ses employés...). Que va-t-il faire ? Quelle est sa chance, quel est son but ?

Le P.C.F. est la pierre de touche de toute la politique nationale depuis (au moins) 1945. Le rapport au P.C.F. a commandé l'essentiel :

- pour les partis de la droite classique (« barrer la route au P.C.F. » était leur unique mot d'ordre).
- pour le P.S. (s'allier au P.C.F., faire « la gauche »).
- pour les révolutionnaires (s'opposer frontalement ou non aux nouveaux bourgeois du P.C.F. distingue le vrai marxiste du petit coursier gauchiste).

Ce cycle historique, où le P.C.F. est la référence incontournable de la politique, va-t-il s'achever ? Certains le disent déjà, à l'extrême droite du P.S. Ils se pourraient bien qu'ils vendent la peau de l'ours.

Pourquoi le P.C.F. a-t-il reçu une claque électorale ? Les gens ont voté Mitterrand contre l'Etat-Giscard, et aussi contre le P.C.F., c'est sûr.

Il y a certainement là un écho des commandos racistes de Vitry et Montigny. Un aspect essentiel de ces actions étaient d'être des actions directes, non parlementaires - en vérité de type fasciste ; et d'autant plus extérieures à la règle parlementaire qu'on trouvait, à la tête des barbouzes P.C.F., des maires à écharpe tricolore.

Mitterrand a capitalisé la crainte provoquée par ces tentatives de bâtir en force un camp raciste, chauvin, embrigadé derrière le P.C.F. des banlieues.

Le P.S. apparaît aux gens comme la garantie que le P.C.F. restera dans la logique parlementaire, dans la logique de la « gauche ». Il est le gentil gendarme mollasson du P.C.F., sa glu.

On peut évidemment se demander pourquoi le P.C.F. a lancé sa campagne social-fasciste anti-immigrés et anti-juifs, de façon aussi brusquée et incohérente (dans la propagande politique. Car dans la pratique quotidienne, le P.C.F. est raciste et anti-communiste tout à fait régulièrement).

Pour comprendre ce point, il faut périodiser l'histoire de la tactique du P.C.F. depuis Mai 1968. A cette époque, rappelons-le, le P.C.F. est le rempart syndicaliste de l'Etat contre les masses révoltées.

En 1969, aux présidentielles, le rondouillard P.C.F. Jacques Duclos obtient 21%. Le P.S. (avec Defferre) est écrasé (5%).

Le P.C.F. avait alors un choix « italien » possible (au sens du « compromis historique » du P.C.I.) : devenir LA force d'opposition, tout en collaborant activement avec l'Etat de Pompidou. En somme : continuer les accords de Grenelle, la collaboration de 68. C'est du reste la perche que tendait le premier ministre Chaban-Delmas avec sa « nouvelle société ».

Le P.C.F. s'est engagé dans une toute autre voie : celle de la reconstruction du P.S. (à l'époque cadavéreux) et d'une logique oppositionnelle « dure », en rivalité avec les anciens bourgeois : le programme commun, l'union de la gauche.

Pourquoi ? A notre avis parce qu'en 1969-70, le danger principal aux yeux du P.C.F., ce sont les gauchistes, les révolutionnaires, les maoïstes. Pour le P.C.F., seule une alternative parlementaire « musclée » pouvait faire un contre-feu à l'effervescence de masse et aux nouvelles idées anti-révisionnistes. Contre les révolutionnaires, le P.C.F. devait produire son propre bilan (parlementaire) de Mai 68, sinon, il laisserait tout le champ aux maoïstes. Ce bilan nouveau bourgeois de Mai 68, c'est la stratégie du programme commun.

LE PROGRAMME COMMUN EST UNE LOGIQUE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE (POUR LE P.C.F.) BEAUCOUP PLUS QU'UNE LOGIQUE DE POUVOIR.

Quand il est complètement rassuré côté révolution (après la débandade idéologique des intellectuels en 76-77, les nouveaux philosophes, etc...), il casse le programme commun, et entend de réduire le P.S. Il s'agit pour lui de redevenir l'unique référence oppositionnelle.

Mais IL EST TROP TARD. Le bilan parlementaire « de gauche » de Mai 68 a pris, le giscardisme est détesté, le P.S., délivré du programme commun, est acceptable pour les anciens bourgeois (chiraquiens compris).

Le P.C.F. tente alors une percée populisto-fasciste sur les thèmes que l'on sait. C'est se présenter en recours dans la crise, c'est accoucher de la nouvelle bourgeoisie. L'aspect principal retenu par les gens est l'aspect non-parlementaire. Il en tirent les conséquences.

Le P.C.F. est pris dans un « ou trop tôt, ou trop tard », qui date - pour la séquence tactique en cours - de Mai 68. Il doit payer aujourd'hui la note, après dix ans d'acrobaties.

Est-ce à dire qu'il est fichu ? Nous ne le pensons nullement. Certes, il devra gagner du temps, ramper, s'affaiblir. Mais face à l'Etat-Mitterrand, il apparaîtra - il apparaît déjà pour certains - comme la garantie d'une opposition, d'autant plus acceptable que l'Etat-P.S. la tempère. Dans cet abri, le P.C.F. peut patiemment refaire ses forces, retisser ses relais syndicaux, trouver le discours des circonstances - et, si la crise s'accroît gravement, déployer cette fois à grande échelle sa dureté organisationnelle raciste et fasciste.

L'autre voie - improbable -, c'est qu'ayant échoué à produire de façon interne et consistante une nouvelle bourgeoisie NATIONALE, le P.C.F. deviendrait un groupuscule hargneux, qui attend les russes. Parallelement, nous aurions une social-démocratie d'Etat installée, technicienne, ayant recraché ses farceurs, ses « marxistes » et ses petits-bourgeois bavards. Nous serions alors véritablement modernes - comme l'Allemagne de l'Ouest.

L'histoire nationale nous paraît plus résistante. Le P.C.F. reste le référent du concept essentiel de la « gauche », sa seule caution historique et « populaire ». Les mouches trotskystes, noir tourbillon de larbins volontaires, les oppositionnels, les « pour-la-démocratisation-du-P.C.F. », les anti-Marchais, s'affairent autour de la bête blessée avec emplâtres, jambes de bois et onguents électoraux.

La lutte politique sur deux fronts, contre l'Etat et contre le P.C.F., dont l'élection de Mitterrand masque un temps, cache-tampon parlementaire, la rigueur, reste et restera le terrain de naissance de notre force et de notre parti.

Ceci dit, qu'il soit clair - contre le P.C.F. - que notre état d'esprit politique n'est pas : « soignons la bête », mais : achevons-la. Ceci toutefois au sein de la classe et du peuple, dans le processus marxiste de parti de type nouveau.

7 points contre la société impérialiste française

La société française est impérialiste. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que le « consensus » (Giscard), ou la « communauté nationale » (Mitterrand) reposent sur l'activité impérialiste, tant des groupes capitalistes que de l'État.

L'aspect le plus connu de l'activité impérialiste est la mise en coupe réglée des pays du tiers-monde. La France est particulièrement active dans ce domaine. Elle est un des derniers pays du monde à posséder de véritables colonies (les prétendus « Départements et Territoires d'Outre-Mer »). Elle dispose en Afrique d'une vaste chasse gardée. Elle n'hésite pas une seule seconde à intervenir militairement pour protéger son droit « historique » dans cette région (Cen-trafrique, Zaïre, Tchad, Gabon, etc...).

Mais ce qu'il faut comprendre, c'est que l'aspect impérialiste de la société française la modèle complètement DE L'INTÉRIEUR. Spécialement depuis l'État fort de de Gaulle, le paysage social de la France a été bouleversé par l'expansion impérialiste.

-a) il y a eu ruine des paysans pauvres, concentration urbaine échevelée, soumission complète de l'activité rurale au capitalisme.

-b) il y a eu déportation forcée de millions de paysans du tiers monde (maghrébins et africains) ou de l'Europe pauvre (portugais) dans les usines et les chantiers de la « métropole », pour y constituer une nouvelle classe ouvrière internationale.

-c) il y a eu constitution d'une énorme petite bourgeoisie urbaine subalterne (employés et petits fonctionnaires), non productive, sévèrement encadrée dans le travail.

-d) il y a eu restructuration dévastatrice de l'industrie autour de secteurs fondamentaux (automobile d'abord, puis nucléaire, armement, communications...).

Sur la base de ces processus, la SOCIÉTÉ POLITIQUE s'est transformée. Les instruments essentiels visent à assurer une maîtrise complète des conflits, une marginalisation des points-de-vue de classes antagoniques, une atmosphère de consentement impérialiste.

Le parlementarisme, forme réglée du consensus politique, a changé. Il est entièrement centré sur l'État, sur le pouvoir exécutif, par l'élection présidentielle. Il soumet les partis politiques en réduisant à presque rien l'initiative parlementaire.

Le syndicalisme, forme réglée du consensus social, a

lui aussi changé. Il a d'abord joué un rôle central contre les révoltes populaires: on le voit en clair au moment des « accords de Grenelle » en Mai 68, contre-feu étatique et syndical, quand Pompidou et Séguy s'entendent pour encadrer et réduire la tempête. Ensuite, avec la crise, il est lui-même devenu chétif et secondaire, comme les partis du parlement.

Sous Giscard, l'État, directement homogène à la politique du capital, apparaît comme le détenteur exclusif de l'action politique.

Dans le cadre de cette société, l'avant-garde s'organise autour de POINTS-DE-CLASSE, qui sont autant de pratiques et de formes de conscience HÉTÉROGENES à la société impérialiste et à son organisation politique (étatique, présidentielle, électorale ou syndicale).

L'élection de Mitterrand est une mise en crise de la politique-État giscardienne. Il y a eu un échec idéologique, lié au fait que la crise frappe de nombreuses couches et formes sociales créées par l'impérialisme lui-même.

Mitterrand a été élu contre l'État giscardien, et sur la base d'une grande suspicion contre le P.C.F. (après Vitry, Montigny, etc...). Il propose de remodeler la société politique de l'impérialisme français. Il alimente ainsi une FAUSSE CONSCIENCE politique nouvelle, qui croit que l'État peut être un instrument de modération contre les aspects (superficiels) les plus brutaux de la restructuration impérialiste.

Pour clarifier et diviser cette fausse conscience, il est à notre avis essentiel de montrer qu'il existe des points de classe qui font PARTAGE par rapport à la société impérialiste dans son ensemble. Et que ces points sont le plan d'épreuve RÉEL de la politique, son seul principe de différence.

Quel que soit leur vote ou leur « joie » provisoire, nous devons dire à tous ceux qui sont aujourd'hui contre l'État giscardien et contre le P.C.F.: « Examinez le réel. Voyez, sur ces questions décisives, où les points-de-vue de classe s'affrontaient déjà avant Mitterrand, ce que va faire l'État, et ce que nous faisons. Puisque vous pensez qu'il va y avoir du changement, engagez-vous tout de suite dans la pratique de la transformation des choses. C'est en faisant une politique contre la société impérialiste que nous apprendrons sur la politique de l'État-Mitterrand. Ne rien faire, attendre dans la posture du mendiant de l'État, interdit l'indépendance de la pensée, bloque le processus de la vérité.

Nous proposons 7 points d'action, d'examen, d'organisation politique:

*1) Les immigrés: classe et peuple multinationaux, ou « assistance » aux immigrés ?

*2) Les paysans: main-mise capitaliste achevée, ou vie politique unifiée du peuple des campagnes ?

*3) Les banlieues, la contradiction peuple/État: gestion administrative de la crise, ou conscience de classe rassemblée dans des Comités Populaires Anti-Capitalistes ?

*4) Usines, contradiction capital/travail: pouvoir syndical renforcé, étatisé ? Ou existence indépen-

dante de la classe, unifiant les intérimaires et les fixes, toutes les nationalités, dans des noyaux communistes ouvriers ?

*5) Impérialisme français: renforcement de la « coopération », ou indépendance des DOMs-TOMs et retrait militaire complet ?

*6) Situation internationale: atlantisme boiteux, ou indépendance contre les superpuissances et la guerre, et soutien internationaliste aux afghans et aux polonais, aux cambodgiens et aux iraniens, aux salvadoriens ?

*7) Idéologie: droits de l'homme bourgeois, ou marxisme transformé, actif, ambitieux ?

1. LES IMMIGRES



Les maoïstes aux côtés des camarades immigrés des foyers en grève (1977: soutien à un procès).

La question des immigrés est fondamentale.

A son propos s'opposent deux conceptions du peuple, deux conceptions de la classe ouvrière, et deux conceptions de la politique.

L'Etat giscardien et le P.C.F. le savaient. Ils ont engagé là-dessus des politiques violentes et claires.

L'Etat giscardien se proposait d'utiliser la division français-immigrés pour exercer une pression décisive sur la classe ouvrière, et mettre le peuple en crise. Il a multiplié les lois d'exception racistes (Stoléru, Bonnet). Il a brisé par la ruse et la violence la grande lutte des foyers. Par le biais de l'intérim, il a «précarisé» au maximum les ouvriers, les soumettant sans merci à la politique impérialiste. Contre les jeunes immigrés de la deuxième génération, il a managé le chantage à la nationalité, il a encouragé des campagnes peureuses et démoralisantes sur la «sécurité».

Le P.C.F. a tenté d'embrigader directement le peuple des banlieues derrière une politique chauvine et raciste. Il a désigné les jeunes immigrés et chômeurs comme boucs émissaires de la crise. Il a lancé la campagne - de type apartheid, sous une apparence contraire - de la «répartition», qui traitait les immigrés comme du bétail social. Il a pratiqué l'action directe de commando contre les foyers (Vitry) et encouragé la délation raciste.

Face à cela, il y a eu une résistance fragmentaire, mais opiniâtre et politiquement porteuse de l'avenir. Nous en avons toujours été l'avant-garde.

De grandes idées nouvelles ont surgi. Celle du prolétariat international de France. Celle de l'unité français-immigrés. Celle de l'égalité des droits.

Il faut aujourd'hui aller plus loin. Les projets du P.S. et de Mitterrand sont peu engageants. Dans le programme présidentiel, figure l'idée sinistre du «renforcement du contrôle de l'immigration clandestine». Le P.S. avance aussi le thème d'un contrôle sur les lieux de travail: bel avenir pour les rafles !

Certes, lié à la C.F.D.T. et à des groupes «nationalistes» immigrés, le P.S. va prendre des mesures d'allègement (sur les expulsions et surtout sur les jeunes de la 2ème génération). Son but est en fait une politique d'intégration

(se débarrasser du problème immigré) qui suppose un très grand renforcement des contrôles et des refoulements. Et aussi une politique de «répartition».

Nous sommes contre cette nationalisation des immigrés.

La question fondamentale est de porter l'idée du caractère multinational de notre peuple. Le tricolore du Panthéon ne nous dit rien qui vaille. Les «françaises, français!» de la logomachie présidentielle nous rebutent.

Nous sommes contre la logique impérialiste de l'Etat-nation. La conception communiste qui est la nôtre dit: la classe ouvrière unit, dans sa politique, de multiples nationalités. C'est une force et non une faiblesse. La vraie patrie de tous est l'action marxiste et communiste, organisée ici, organisée dans les pays d'origine, liée par l'internationalisme.

Chacun doit pouvoir librement agir et déterminer son appartenance nationale. La loi de 1973, qui contraint de jeunes algériens à devenir français ou à partir, doit être supprimée.

Bien entendu, les points essentiels de notre «charte de l'égalité des droits» (1979) demeurent:

- Régularisation de tous les sans-papiers
- Aucune expulsion
- Droit intégral à l'immigration familiale.

Mais nous sommes également hostiles aux politiques de «répartition» et d'assimilation forcée. L'étatisation (ou la syndicalisation) des masses ouvrières immigrées est une activité anti-populaire. Nous défendons le libre jeu des identités culturelles et nationales, dans l'unité de la politique et dans le réseau des organisations de la politique de classe.

Pour ou contre la société impérialiste ? Pour ou contre l'Etat-nation ? Pour ou contre un «statut spécial» des immigrés ? Pour ou contre la politique de déportation et d'expulsion ? Pour ou contre les hypocrisies de crise baptisées «aide au retour» ? C'est le choix de classe du moment.

Les batailles engagées se poursuivent. Le réel est toujours là. L'Etat n'est pas, n'est jamais un recours.

NI EXPULSION, NI ASSIMILATION !

VIVE LE PEUPLE MULTINATIONAL DE FRANCE !

2. LE PEUPLE DES CAMPAGNES

Est-on pour ou contre l'élimination des petits paysans ?
Est-on pour ou contre le droit des gens à vivre de leur travail, le droit des petits paysans à vivre de leur terre ? Est-on pour ou contre la réduction de l'écart ville-campagne ?

La réponse à ces questions détermine deux positions radicalement antagoniques sur les luttes de classe à la campagne.

L'U.C.F.M.L. a toujours combattu les points de vue pseudo-progressistes qui, sous couvert de la fallacieuse idéologie du modernisme, en appelaient à la liquidation des petites exploitations.

Au contraire, nous avons toujours soutenu que ce qui était porteur de force et d'avenir se donnait dans la résistance du peuple des campagnes contre l'expropriation des petits paysans.

Nous l'avons fait, parce que le processus d'expropriation des paysans pauvres n'est rien d'autre que la pénétration massive du capitalisme à la campagne. C'est un aspect majeur de la dynamique impérialiste de la société.

Ainsi des batailles portent directement sur la question de la terre. Nous avons été aux côtés des paysans bretons dans leur grande révolte contre le remembrement autoritaire. Nous y avons vu la violence du déploiement capitaliste qui, par le biais de ses organes étatiques locaux, les DDA, les mairies, quelle que soit leur couleur, redistribuent de force les bonnes terres entre les mains des profiteurs, réduisant à la misère les plus pauvres de chaque commune.

Nous avons soutenu l'existence du «Comité pour la vérité sur le remembrement en Bretagne», qui a largement témoigné sur l'activité impérialiste concernant les terres.

Pour la même raison, nous avons été aux côtés des paysans qui s'opposaient au nucléaire impérialiste, facteur étatique de l'expropriation et de la division du peuple des campagnes.

A travers ces batailles, sont en jeu ici et maintenant des éléments du communisme vivant. Non seulement parce qu'elles s'opposent au processus capitaliste de désertification des campagnes qui vise à subordonner entièrement les campagnes aux villes, mais aussi parce que leur victoire exige le développement de formes de conscience et de pratiques politiques nouvelles dans les campagnes. Tel est le travail que nous avons engagé autour de la «Charte sur le remembrement amiable» qui formule le propre point de vue du peuple sur la transformation des campagnes en même temps qu'il combat la politique de l'Etat.



Les candidats aux présidentielles visitent le salon de l'agriculture, exemple de manifestation visant à développer le capitalisme à la campagne.

Tenir bon sur la résistance à l'élimination des petits paysans contre tous les aspects de la politique capitaliste à la campagne est donc de la plus grande importance, car, outre la bataille pour la survie matérielle du peuple des campagnes, dors et déjà y est à l'oeuvre l'édification de rapports sociaux nouveaux, au sein des campagnes, et entre les villes et les campagnes.

L'aspect principal de la question aujourd'hui est sans doute l'organisation politique des campagnes. Là aussi, il faut rompre la subordination à la ville, et constituer, d'un point-de-vue interne, un courant d'opinion et des organisations pour l'unité politique du peuple des campagnes.

Nous comptons soutenir la naissance d'un journal propre du peuple des campagnes: «La Feuille».

3. LES BANLIEUES, LE PEUPLE

Rentrée 1979: CONTRE LA MISE EN CRISE DU PEUPLE.

Les effets de la crise ne sont pas seulement économiques: l'Etat giscardien, les partis bourgeois ont développé une politique de «mise en crise du peuple» (lois racistes, augmentation de la concurrence au sein du peuple, campagnes racistes, sur l'«insécurité» et les jeunes, idéologie du «chacun pour soi» et du repli individuel...).

Les C.P.A.Cs dégagent 4 axes d'intervention pour une avancée dans la recomposition politique du peuple, pour une politique unique et pour rassembler nos forces à l'échelle nationale:

-1) LES JEUNES IMMIGRÉS, QUELLE PLACE POUR EUX DANS LE PEUPLE. Contre les campagnes de l'Etat,

des fascistes et du P.C.F. qui disent: «jeunes immigrés = jeunes délinquants», les expulsent, les agressent et veulent les chasser des cités et des écoles, nous disons: au lieu de conner les jeunes aux flics, faisons l'unité politique entre les jeunes révoltés et le reste du peuple contre le capitalisme. Agissons contre le racisme anti-jeunes. Mettons-nous d'accord sur des règles de conduite à respecter pour tous dans les cités: pas de racisme, pas de violence...

-2) IFS CHOMEURS. Droit à part entière, au logement, aux soins. Surtout, qu'ils ne soient pas mis en marge du peuple, isolés: construisons l'unité entre chômeurs et non-chômeurs.

-3) LA CRISE DE L'ÉCOLE. L'Etat laisse une grande partie de l'école à l'abandon se concentrant sur la forma-

A Vitry, dans la banlieue de Paris, rassemblement pour poser une plaque à la mémoire de Kader, jeune immigré assassiné par un gardien de cité raciste.



tion de l'élite, le racisme se développe (renvois non justifiés, filières interdites...). Il faut chercher les voies d'une unité parents-professeurs-jeunes contre le sentiment de démission chez les parents, d'exclusion et d'inutilité chez les jeunes et d'impuissance chez les professeurs.

-4) LA CRISE DU SYSTEME DE SANTÉ. La prise en charge de la santé par l'Etat diminue. Les arrêts-maladies sont surveillés et punis. Se multiplient les tentatives d'exclusion de la sécurité sociale (chômeurs, immigrés...).

Le travail des C.P.A.C. fait apparaître que combattre les attaques dont les immigrés sont l'objet (mobilisations contre les expulsions, procès racistes, attentats...), comme combattre le courant de repli entre eux, passe par la constitution d'une identité positive des immigrés dans le peuple en France.

Début 1980: LES C.P.A.Cs CONTRE LE P.C.F., parti du racisme, du mouchardage, de la haine entre les gens du peuple.

Janvier 80: commandos racistes de Vitry et Montigny, série d'offensives pour expulser des familles dans les cités (Vitry, Aubervilliers, Nanterre, province...). A sa manière, le P.C.F. prenait acte de la crise politique au sein du peuple. Pariant sur une aggravation de cette crise, il tentait d'imposer sa propre conception du peuple et son «ordre»:

* DÉCOUPAGE DU PEUPLE EN 2: le «bon» peuple, ceux prêts à le suivre, chauvins, racistes, anti-jeunes, prêts à défendre leur privilèges particuliers et édifier une norme de vie unique pour tous... en écrasant les «autres» - les immigrés ayant le tort de vivre selon leurs traditions, présentés comme «charges et concurrents» pour le travail, le logement, l'école... , les jeunes porteurs de «l'insécurité», les «cas sociaux» ou les chômeurs, les femmes vivant seules avec des enfants...

* STRUCTURATION D'UN NOUVEL «ORDRE» DANS LE PEUPLE par le pouvoir absolu des maires, la mise en place de l'ilôtage, l'appel au mouchardage, l'expulsion des familles...

Les autres forces bourgeoises ne condamnent que la «forme» de cette offensive. Les C.P.A.Cs s'engagent partout: nouvelle feuille nationale des C.P.A.Cs contre le P.C.F., tract écrit avec la famille de Montigny, mobilisation à ce jour victorieuse contre l'expulsion de 10 familles à Vitry, participation à la manifestation contre l'attaque du foyer de Vitry, mobilisation contre l'expulsion de HLM de femmes seules avec enfants à Colombes, Aubervilliers... rassemblement à Vitry pour l'anniversaire de la mort de Kader tué par un gardien de cité raciste ...

AUJOURD'HUI, QUELLE POLITIQUE ?

Mitterrand et le P.S. au pouvoir. Un certain attentis-

me dans le peuple: ce n'est plus Giscard, ce n'est pas le P.C.F., mais qu'est-ce que le P.S. ? Méfiance chez les immigrés qui se souviennent de la fonction de Mitterrand lors de la guerre d'Algérie, conscience générale que l'Etat ne va pas résoudre les problèmes du peuple. Mais, ne faut-il pas attendre «pour voir» ? L'arrêt des expulsions n'est-il pas un premier pas ?

Ces mesures n'ont été prises que parce que depuis plusieurs années des forces (sans le P.S.), dont les C.P.A.Cs s'étaient organisées contre les lois et pratiques racistes.

Aujourd'hui:

- est-ce l'Etat du P.S., de gestion de la crise capitaliste, qui va constituer une identité positive nouvelle, anticapitaliste du peuple ?

- est-ce que tous les acquis de la période précédente, de nécessité de compter sur ses propres forces, constituer son autonomie politique, de la clarification de la nature de la politique des différents partis bourgeois, en particulier le P.C.F., vont être balayés ?

Faire vivre ces questions pour permettre le débat sur la nature réelle du P.S. et de l'Etat impérialiste, pour s'appuyer et connaître les acquis de l'histoire politique récente comme plus lointaine (36, 56, la guerre d'Algérie...) voici nos tâches.

Mais aussi et surtout intervenir sur les éléments actuels d'une politique réelle du peuple:

- c'est-à-dire là où se constitue et s'affronte une position d'unité politique du peuple face à la politique des forces bourgeoises qui visent à diviser et dresser les fractions du peuple les unes contre les autres.

- prendre en main dès maintenant ces éléments d'affirmation politique du peuple, qui commencent à transformer la situation de division, d'attentisme de «l'Etat-sauveur». Ceci dans des campagnes nationales comme des mobilisations locales.

Existen-ils aujourd'hui ces éléments qui permettent d'être un acteur de l'édification d'une autonomie, d'une unité politique du peuple, et que font vivre les C.P.A.C. pour ne pas être un spectateur passif attendant le salut d'actions plus ou moins «bonnes» de l'Etat ? Des premiers éléments existent dès aujourd'hui:

«A» CONTRE LA POLITIQUE D'ASSIMILATION FORCÉE DES JEUNES ET FAMILLES IMMIGRÉS, CONTRE LA LOI DE 73 DE NATURALISATION FORCÉE DES JEUNES. VIVE LE PEUPLE MULTINATIONAL !

Déjà dans les derniers mois l'Etat giscardien, face aux résistances qu'il rencontrait pour expulser physiquement les jeunes immigrés, développait une politique d'expulsion de leur identité culturelle et nationale, une politique d'assimilation forcée. Arme essentielle, la loi de 73 (article 23), qui déclare obligatoirement français les jeunes immigrés (surtout algériens) nés en France après 63, car leurs parents nés dans

des anciennes colonies françaises sont considérés comme «français». Loi de revanche colonialiste contre les justes luttes d'indépendance, particulièrement du peuple algérien; loi pour casser les familles immigrées.

En plus de cette loi, de nombreuses pratiques (de l'Etat, mais aussi des mairies P.C.F. et P.S.) pour placer les familles immigrées devant le «choix»: devenez français, reniez vos origines, ou repartez:

- ainsi le refus du logement (ou «devenez français»).
- empêcher pratiquement le regroupement familial, la venue ou le maintien en France des mères immigrées...

Après les expulsions et l'appel à la «répartition» par le P.C.F., c'est maintenant l'assimilation forcée qui se développe.

S'engager avec les jeunes et les familles immigrées dans la mobilisation contre cette loi de 73 et ces pratiques n'est pas qu'une question de solidarité, n'est pas une question «en plus», c'est une question centrale. Ce qui est en jeu, c'est l'existence d'une identité positive du peuple, celle du PEUPLE MULTINATIONAL.

Depuis l'absence d'unité entre français et algériens contre la guerre coloniale, la faiblesse politique du peuple vient de l'inexistence d'une identité positive du peuple. Le gaullisme fut la tentative d'embrigader le peuple derrière la «prospérité» de l'Etat impérialiste. Puis Mai 68, grande révolte, mais suivie de levées de couches particulières une par une (révolte des O.S., mouvement des femmes, de fractions d'employés - PTT ...- lutte des ouvriers immigrés des foyers). La crise venue, toutes les forces politiques bourgeoises travaillent à mettre le peuple en crise, avec le racisme comme arme politique centrale.

Contre ces politiques et la démission de confier à l'Etat impérialiste la recomposition d'une identité et une réalité politique du peuple s'ouvre aujourd'hui la possibilité, par le combat prolongé contre l'assimilation forcée, d'une nouvelle identité politique du peuple, pour tous, français comme immigrés, contre cette société impérialiste: celle du peuple multinational, avec l'unité politique entre les différentes composantes nationales du peuple, tenant force contre l'Etat du respect de l'identité de chaque fraction du peuple, français ou immigrés.

Les C.P.A.C. engagent un travail d'ensemble:

- contre toutes les politiques d'assimilation forcée.
- campagne nationale pour l'abrogation de la loi de 73 (article 23) qui oblige les jeunes immigrés algériens à prendre la nationalité française (participation à la rédaction d'une pétition nationale, mobilisations pour le libre choix de nationalités, organisation d'une réunion publique le 20 Juin à 15h à l'AGECA).

Ni expulsion, ni assimilation forcée, ni répartition !

égalité des droits quelle que soit la nationalité !
Vive le peuple multinational de France !

«B» CONTRE LA MAIN-MISE DE L'ÉTAT ET DES MAIRIES DANS LA VIE DU PEUPLE, CONTRE LES EXPULSIONS DE CITÉS OU DE FOYERS, POUR DE NOUVEAUX RAPPORTS AU SEIN DU PEUPLE !

* S'OPPOSER A TOUTE EXPULSION DE LOGEMENT QUELQU'EN SOIT LE MOTIF: Contre le P.C.F., ses amicales ou les O.P.HLM qui veulent s'arroger le droit de décider qui doit ou non habiter à tel endroit selon leurs normes, leurs «quotas». Quand il y a des problèmes entre les gens, ne pas faire appel à l'Etat, au P.C.F., aux amicales, mais organiser des réunions avec les C.P.A.Cs pour régler les problèmes par la discussion. De même pour empêcher les expulsions de chômeurs (pour cause de non-paiement).

* EGALITE DES DROITS DANS LE LOGEMENT pour tous, français et immigrés, familles nombreuses et femmes seules... contre la toute-puissance et le clientélisme des mairies, mettre en avant le principe: «attribution des logements par ordre d'inscription sur une liste publique».

* CONTRE LE RACISME ANTI-JEUNES, les campagnes pour les rendre responsables de tous les maux et imposer des gardiens-flics et des îlotiers, menons des discussions entre jeunes et gens des cités sur les problèmes qui divisent.

Contre les «normes» et contrôles de l'Etat, des mairies et autres visiteurs de la D.A.S.S.: **DRIT DU PEUPLE A VIVRE LA OU IL VEUT, SELON SA CONCEPTION !**

Ces axes (ainsi que ceux sur l'unité chômeurs-non chômeurs et sur l'école et la santé) sont aujourd'hui des éléments principaux où se constituent l'autonomie et la force politique du peuple contre le capitalisme en crise. C'est ce à quoi nous travaillons aujourd'hui dans les C.P.A.Cs pour que devienne une réalité notre mot d'ordre:

VIVE L'UNITÉ POLITIQUE DU PEUPLE !

RÉUNION-PUBLIQUE CENTRALE CONTRE LA LOI DE 73 ET POUR LE LIBRE CHOIX DE LEUR NATIONALITÉ POUR LES JEUNES IMMIGRÉS:

**SAMEDI 20 JUIN à 15 Heures, à l'AGECA
177 rue de Charonne 75 020 Paris - métro
Alexandre Dumas**

4. LES USINES

FAIRE EXISTER LA CLASSE OUVRIERE DANS L'USINE.

Dans l'usine règne, à l'état sauvage, la contradiction capital/travail. Une des raisons pour lesquelles les ouvriers sont moins enthousiastes pour la chute de Giscard que certains employés, tient à ce point. L'usine, loin de l'exploitation capitaliste réelle, n'est pas influencée directement par l'Etat. Les gouvernements passent, la production capitaliste reste. Cela, les ouvriers le savent instinctivement.

La crise, depuis 1974, a dévasté la vieille tradition du «mouvement ouvrier». Une «gauche ouvrière» combative, anti-syndicaliste, cela n'existe plus. Les derniers mouvements d'O.S. («A travail égal, salaire égal»), sur de vraies positions de classe, remontent à 1975. Longwy, les «coups de poing» C.F.D.T., ont été un enterrement de la vieille idée spontanée d'une gauche ouvrière.

La classe elle-même est triturée et divisée par la logique de la restructuration capitaliste. L'extension énorme du travail intérimaire sape l'idéologie de l'ouvrier-maison, sans produire directement une nouvelle révolte, ou une nouvelle conscience.

Contre les licenciements, le syndicalisme fait fiasco. Il essaie de gérer une politique d'assistance sociale, tout en conservant le «statut» de ceux qui ne sont pas jetés au chômage. Dans certains cas, pour préserver l'idée syndicaliste de la «revendication», le syndicat tombe dans l'absurde: s'il y a du chômage partiel, il demande le «paiement à 100%». Il ne peut croire lui-même à cette bêtise: si le patron «peut payer» 100%, pourquoi diable ferait-il du chômage partiel? Le seul but de tout cela est de défendre L'IDÉE DU SYNDICALISME, et non pas pourquoi ce soit touchant les ouvriers.

Le syndicat lutte pour sa survie en période de crise. Il

va surtout chercher à se faire soutenir « par en haut » (par l'Etat-Mitterrand), car « par en bas », du côté de la conscience ouvrière, il est très menacé. De là que C.F.D.T. et C.G.T. courent au palais présidentiel se faire bénir pour leur « sagesse ».

D'un côté, l'institution syndicale portée par l'Etat.

D'un autre côté, la conscience de classe ouvrière contre l'exploitation en période de crise.



L'exploitation.

Pour les 35 heures. C'est bien joli, mais que disent partout les ouvriers ? Que la productivité du travail augmente féroce. Là où il y avait 3 ouvriers, il y en a 2. Ça aussi, c'est la logique impérialiste à l'usine. Les « 35 heures » pourraient bien être une conséquence capitaliste de la productivité. Le P.S., c'est souvent la conséquence « sociale » de l'exigence du capital.

Pour bien voir cela, il faut tenir, avec la conscience ouvrière, sur l'idée de l'EXPLOITATION. Personne n'en parle plus, mais nous, nous en parlons. Nous connaissons l'usine et sa loi.

Notre travail d'avant-garde est d'unifier des ouvriers, dans des noyaux communistes, autour de 3 points principaux :

-a) Les comportements de classe. Sur les chefs, sur la cadence, sur la façon de penser, sur l'exploitation, il y a des pratiques ouvrières justes, il y a des façons bourgeoises, égoïstes, de concurrence et de mépris. Cette différence de conscience et de comportement est fondamentale. Elle est le point de départ de tout. C'est à travers elle que la classe ouvrière affirme son EXISTENCE dans l'usine, tout simplement. Nous proposons, venues de l'expérience, des « chartes du comportement ouvrier ».

-b) L'unité de classe. Se diriger correctement dans les bouleversements du peuple ouvrier. Avoir un point-de-vue constitué sur les immigrés (prolétariat international de France), sur les intérimaires (nouvelle composition de la classe), sur les chômeurs (la classe et le reste du peuple), sur les ouvrières, etc... L'existence de la classe à l'usine, c'est UNE NOUVELLE PENSÉE OUVRIERE SUR LES OUVRIERS EUX-MEMES. Apprendre, par ce travail sur soi-même, à faire le bilan du passé, et à devenir un sujet de la politique. Voilà ce que condensent les noyaux.

-c) L'idéologie de classe. Qui parle encore du marxisme aux ouvriers ? Nous. Des écoles de noyaux sont essentielles. Sans le marxisme, après tout, la classe ouvrière n'est rien - sinon le mendiant éternel.

Tout cela se résume ainsi: que la classe ouvrière existe !

5. L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Les passages de « socialistes » et de Mitterrand, alors « centre-gauche », aux gouvernements de Front Populaire et entre 45 et 58 éclairent suffisamment sur leur nature profondément homogène à la politique impérialiste de l'Etat français. Au-delà du discours, parfois lyrique chez Blum, cela n'a été que maintien - voire renforcement - de la politique coloniale de la pire espèce.

On peut noter que le Front Populaire proposa une loi pour des assouplissements relatifs en Algérie, mais ne fit rien pour la défendre à la chambre: une fois repoussée, on en continua avec les bonnes vieilles méthodes de répression (en particulier la première organisation nationaliste, l'« Étoile Nord-Africaine » sera dissoute en 1938).

Quant à la période 45-58, il est inutile d'ajouter autre chose que la parole impérialiste de Mitterrand: « l'Algérie, c'est la France - la seule négociation, c'est la guerre ». Ces exemples sur l'Algérie pourront être renforcés par de nombreux autres cas où Mitterrand est en vedette (tel par exemple le « retournement » du Rassemblement Démocratique Africain - de Senghor et Houphouët-Boigny en particulier - de parti anti-colonialiste à antichambre du pouvoir néo-colonial).

LA SITUATION: PRINCIPALES QUESTIONS A L'ORDRE DU JOUR.

L'impérialisme français en crise. Son espace de manœuvre se restreint de plus en plus sous les coups des peuples (en particulier avec la vitalité renouvelée de la question nationale) mais aussi à cause de l'étape nouvelle de la rivalité

des 2 superpuissances. Le temps des « chasses gardées » absolues est révolu, il faut participer à un pillage partagé avec les autres pays de la C.E.E., et, parfois, donner des gages aux U.S.A.

Cette conjoncture de crise sera renforcée sans aucun doute par les troubles successifs au changement d'administration (le premier depuis 23 ans, ce qui entraînera quelques inerties). Le flou des projets de Mitterrand sur le plan militaire et sur la politique étrangère contribuera aux incertitudes.

Nous, maoïstes, sommes opposés à l'impérialisme français. C'est là même notre identité, tandis que notre essence est la lutte pour le communisme. A ceux qui nous reprochent, les aveugles et les sourds, de faire le jeu de la « droite », nous disons: nous ne sommes ni contre la « droite », ni contre la « gauche » - catégories limitatives - mais contre l'impérialisme français, sa bourgeoisie, son Etat et son idéologie - catégories globales.

Puisqu'il faut avoir programme, voyons les questions à l'ordre du jour:

* LA QUESTION COLONIALE: aujourd'hui, près de 2 millions d'Antillo-Guyanais, d'Africains et d'Océaniens sont soumis à un régime colonial direct dans les « Départements et Territoires d'Outre-Mer » (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion comme D.O.M.; Polynésie Française, Wallis et Futuna, Nouvelle-Calédonie, Mayotte comme TOM. Il faut mettre à part Saint-Pierre et Miquelon, escale de pêche et point d'appui au large du Québec, et la Terre Adélie, part du fromage antarctique séparés entre 13 pays - les puissances impérialistes dominantes et les pays riverains).



Manifestation indépendantiste en Guadeloupe (sur le panneau: «luttons ensemble pour libérer notre pays!»).

Dans les D.O.M.s, formellement départements, le préfet fait office de gouverneur et les forces de répression habituelles (C.R.S...) sont renforcées quand cela chauffe par la légion. Là, les manifestations se finissent souvent par des morts, le chômage n'est pas la situation minoritaire mais la règle, l'inégalité de développement par rapport à la métropole (base du colonialisme) est soigneusement entretenue et entraîne l'émigration massive pour survivre.

Dans les T.O.M.s, l'archaïsme colonial est encore plus appuyé, de la mini-Rhodésie qu'est la Nouvelle-Calédonie (les européens ont été récemment rejoints en nombre par le peuple Canaque - quasi exterminé lors de la répression de son insurrection anti-coloniale de 1878 - mais ils ne se résolvent pas à abandonner leur domination absolue de colons sur le pays) à Mayotte, où la légion et quelques «ton-ton macoutes» saucé Comorien maintiennent la présence française dans cette minuscule Ile (le reste de l'archipel est devenu indépendant il y a quelques années, mais le régime nationaliste a été renversé par une intervention de «mercenaires» et remplacé par les anciens politiciens collaborateurs des français).

Cette domination coloniale permet de couvrir le globe de bases maritimes d'importance ainsi que de disposer de zones d'exposition et démonstration du matériel français (les «porte-avions et les vitrines de la technologie française» vantées par Dijoud ex-secrétaire d'Etat aux DOM-TOMs). Par ailleurs, elle permet de piller des productions agricoles d'exportations: bananes, canne à sucre, coprah) qui sont d'

ailleurs en crise profonde à cause de la concurrence mondiale ainsi que d'autres productions (minières par exemple en Nouvelle-Calédonie). L'émigration massive de la jeunesse sans emploi nourrit par ailleurs l'appareil d'Etat français pour ses postes subalternes (postes, douanes, police, armée, hôpitaux...). Par exemple, près du 1/3 des guadeloupéens vivent en «métropole», et beaucoup plus de la moitié des Iliens de Wallis et Futuna vivent loin de chez eux.

Aujourd'hui, dans un effort gigantesque, les peuples de ces pays se lèvent pour l'indépendance nationale (ce qui est d'autant plus méritoire que certains d'entre eux ont eu un peuplement artificiel et relativement récent par l'esclavagisme). En Guadeloupe, en Guyane, en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie en particulier, des mouvements de masse aux caractéristiques variées se dressent contre le colonialisme. La répression est féroce, la Cour de Sécurité de l'Etat intervient et aujourd'hui de nombreux patriotes sont détenus, quelquefois sans être jugés.

C'est une tâche importante de soutenir les peuples des «DOM-TOMs» en lutte contre le colonialisme français, d'éduquer et de mobiliser le peuple en France pour s'opposer aux menées colonialistes de l'Etat impérialiste français !

* TROUPES FRANÇAISES HORS D'AFRIQUE !

Environ 10 000 soldats de l'armée impérialiste française sont stationnés en Afrique (près de 4000 à Djibouti, 1500 au Sénégal, 500 en Côte d'Ivoire, X au Gabon, de 2000 à X en Centrafrique). Elles constituent autant de points d'appui au néo-colonialisme français: de ces bases partent les troupes qui s'opposent aux révoltes populaires et aux guerres de libération nationale (rappelons les dernières interventions: guerre sanglante au Tchad - des milliers de morts de 69 à 78, date à laquelle les troupes ont été évacuées, c'est là l'échec récent le plus notoire de l'impérialisme français. — en 68 participation des troupes de Bigeard à la répression du mouvement de Mai 68 au Sénégal - plusieurs tués. — interventions contre les émeutes anti-«coopérants» de Kolwézi au Zaïre, appuyées il est vrai par des éléments venus de l'extérieur pour tenter une sécession du Shaba. — déposition du fantoche Bokassa, considéré comme gênant et son remplacement par Dacko, autre fantoche, avec aujourd'hui stationnement de milliers de soldats au Nord, le long de la frontière Tchadienne et dans la capitale pour soutenir Dacko «élu» au printemps avec seulement quelques pour cent de majorité malgré les trucages électoraux, élection qui a provoqué une manifestation d'hostilité de jeunes qui fut promptement réprimée - 3 morts - sans qu'il soit possible de dire si ce sont des gendarmes Centrafricains ou des militaires français qui l'ont fait, mais qu'importe !

Dans certains cas, on présente la présence de ces troupes comme rempart vis-à-vis du social-impérialisme, particu-

Kolwézi (Zaïre 1979): des parachutistes torturant un «suspect».

Rappelons que Mitterrand, dans le débat à la T.V. a approuvé cette opération de nature coloniale (elle visait à dégager des «coopérants» de la «Californie africaine», menacés par une émeute populaire des mineurs du Shaba, révoltés par les privilèges insensés des européens employés par les sociétés impérialistes minières - émeute il est vrai appuyée par des éléments extérieurs). Il a même affirmé qu'il aurait agi, quant à lui, plus vite !



Côte d'Ivoire: le «sage» Houphouët accueillant le représentant d'alors de l'impérialisme français: le slogan intériorise le fondement de l'impérialisme: c'est pour le bonheur d'autrui que les peuples dominés travaillent.



lièrement agressif en Afrique. C'est là une vue à court terme: d'abord, elle masque que ce que font ces troupes avant tout, c'est d'opprimer les peuples, d'empêcher leur déploiement national, ce qui renforce d'autant les possibilités du social-impérialisme de s'infiltrer dans les oppositions qui se constituent contre cette domination. L'exemple du Tchad a montré combien il était impossible de s'opposer aux menées expansionnistes (dans cet exemple de la Lybie, relai local du social-impérialisme) dans une alliance fantoches-troupes françaises alors que le peuple Tchadien s'opposait les armes à la main à ce régime néo-colonial. Au contraire, les massacres, les manœuvres tordues, ont contribué grandement à favoriser l'intervention lybienne.

A bas le néo-colonialisme ! Troupes françaises hors d'Afrique ! Vive la lutte des peuples d'Afrique contre l'impérialisme français et contre les superpuissances !

* NON A LA «COOPÉRATION» DE TOUS POILS !

Plus de 1,3 millions de français (qui plus est parmi la population active ce qui augmente la proportion) travaillent à l'étranger, et beaucoup dans les néo-colonies. Ainsi, en Côte d'Ivoire, les salariés les plus nombreux sont les 250 000 européens (dont 120 000 français, soit trois fois plus que pendant la colonisation directe).

Dans chaque ministère des Etats néo-coloniaux, les postes sont «doublés» par des français, quand ils ne sont pas occupés directement par des français «sénégalisés» ou «gabonisés»... Les Etats-Majors des armées sont truffés d'officiers français et jusqu'aux sous-officiers instructeurs ! Des unités fantômes françaises (techniques, aviation, services secrets...) sont intégrés aux armées etc...

Les firmes impérialistes vendent à dessein des technologies avancées (souvent inadéquates aux problèmes locaux) nécessitant - telle une rente de situation - l'entretien d'une pléthore d'assistants techniques européens et la fourniture de produits venant des usines d'Europe.

Les Etats néo-coloniaux font appel à des français (francophonie oblige) pour tenir jusqu'aux postes d'enseignement dans les lycées (alors que des milliers de diplômés nationaux, formés d'ailleurs souvent en France, ne sont pas utilisés, ou sous-utilisés, moins payés, etc... car politiquement moins «sûrs»).

La coopération et l'assistance technique, de quelque manière qu'on la tourne (à la russe ou à la française) entretient les inégalités de développement au lieu de les résorber (ce qui en est la couverture idéologique). Une aide désintéressée ne peut s'entendre que sur des objectifs limités, des dons non-liés ou des formations centrées sur l'autosuffisan-

ce (création d'école de médecine et d'infirmier, de centres techniques, agricole...) en bref des actions sans contrepartie obligée, sans accords liés...

* NON AUX VENTES D'ARMES !

La France est la 3ème puissance sur le plan de la vente d'armes (et la première quant au rapport entre le P.N.B et le produit des ventes d'armes). Contribuant ainsi au surarmement général, tout en s'arrangeant pour placer des armes démodées aux pays pauvres, l'impérialisme français entend se réserver ainsi une part de ce marché renouvelable et fructueux (d'autant plus qu'il n'est pas produit par de nombreux ouvriers, la plus-value dans ce domaine étant surestimée en raison du caractère stratégique du marché et la situation de quasi-monopole du fait des zones d'influence).

Inutile de dire que pour tenir sa place il ne faut pas être trop regardant sur les acheteurs: l'Afrique du Sud de l'apartheid, le Chili de Pinochet et l'Etat sioniste d'Israël sont dans les premiers de la liste (y compris la Lybie !).

* SOUTIEN AUX LUTTES DES MINORITÉS NATIONALES !

En Corse surtout, en Bretagne aussi, des minorités nationales combattent l'Etat impérialiste français et ses pratiques colonialistes repoussantes. Des dizaines de patriotes sont emprisonnés aujourd'hui, et condamnés à des peines incroyablement fortes (exemple 15 ans de prison pour être soupçonné comme «commissaire politique» du F.N.L.C.) par la Cour de Sécurité de l'Etat.

Libération immédiate des patriotes Corses, Bretons, Basques emprisonnés (et bien sûr ceux originaires des DOM-TOMs) ! A bas le colonialisme français en Corses !

UN NOUVEAU COURS POUR L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ?

Il est probable que la nouvelle administration ne changera que peu de choses aux menées de l'Etat impérialiste français, sur le fond. Cependant, son incapacité à enrayer la crise risquera d'accélérer les processus (en particulier des tentatives d'«assouplissements» relatifs, mal contrôlés, pourront mener à des raidissements encore plus nocifs en retour, ce qui a été le cas pour la politique coloniale du P.S. dans le passé).

Nous, maoïstes, serons toujours à la pointe du combat contre la nature impérialiste de l'Etat français et nous appelons tous les vrais anti-impérialistes du peuple de France à se mobiliser à nos côtés, sans se laisser intimider par les discours et les démissions qui vont nous être proposés, pour soutenir un «bon président».

A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS !

6. L'INTERNATIONALISME

Bien entendu, certains vont nous dire que l'élection de F. Mitterrand modifie la face du monde: déjà d'aucuns font taire leurs exigences antérieures et sont prêts à nier mordicus le caractère impérialiste de la politique à venir (il est vrai que pour certains «africanistes», l'impérialiste français, le fasciste, ce n'était pas même Giscard, mais Chirac, sorte de médiation de la médiation pour éviter de nommer l'État impérialiste français, avec son parlementarisme, ses syndicats,... et ses «africanistes»...).

Qu'en est-il exactement ?

EN EUROPE: crise et instabilité politique s'installent:

Dans la conjoncture de rivalité des superpuissances U.S.A./U.R.S.S., l'Europe (comme géographie et comme économie) est entre-deux. A la fois tampon de la rivalité (par le découpage en 2 zones d'influence) et enjeu politique et militaire (celui qui l'emporterait en Europe aurait gagné), l'Europe est le siège de tensions de plus en plus fortes.

Face aux risques de guerre, et dans la crise économique, les bourgeoisies européennes paniquent. La stabilité issue de la IIème guerre mondiale est remise en cause.

En Europe Occidentale en particulier, le consensus impérialiste (nourri par l'expansion économique et le néo-colonialisme triomphant) est remis en cause. Les bourgeois ont le plus grand mal à trouver une solution politique durable: on le voit dans l'instabilité électorale qui s'installe partout (et dont Thatcher et Schmidt devraient faire les frais après Giscard). Quand à l'Europe du Sud, entre l'Espagne agitée par sa soldatesque (civile - ETA... - et militaire - armée) et l'Italie cultivant ses ministères éphémères, on peut penser qu'elle n'échappera que difficilement aux régimes les plus autoritaires.

Dans cette conjoncture, les bourgeoisies recourent aux mesures les plus brutales pour réduire les révolutionnaires ou les patriotes qui s'opposent à leur système impérialiste:

- EN IRLANDE (partie occupée): les britanniques s'opposent avec hargne aux patriotes Irlandais qui luttent pour la réunification, pour l'espace national de leur pays. Chaque semaine voit le nombre des combattants Irlandais tués au combat augmenter (grévistes de la faim pour le statut de prisonnier politique, jeunes garçons ou filles tués ou blessés par les fameuses balles «en plastique» de l'armée occupante). Cette question nationale, au coeur de l'Europe, révèle les capacités fascisantes des États «démocratiques» parlementaires: des centaines de patriotes Irlandais croupissent dans des geôles au régime sévère (condamnés à des peines énormes sur témoignage de la police: exemple, 15 ans pour suspicion d'appartenir à l'IRA).

Britanniques hors d'Irlande ! Vive l'Irlande libre !

IRLANDE DU NORD: les patriotes sont activement soutenus par la population (ici «contrôle» de l'I.R.A. dans un quartier populaire).



- LES PRISONNIERS POLITIQUES: Pour faire bonne mesure, l'Allemagne et l'Italie (et la France on l'a vu) ont aussi leurs «terroristes» et leurs prisonniers politiques.

Ce «terrorisme» Italien et Allemand, produit de sociétés bloquées par la nature de leurs régimes politiques (issus de la défaite des fascistes et des nazis dans la 2ème guerre mondiale: régimes non épurés, aux prérogatives longtemps limitées par les vainqueurs, occupés encore aujourd'hui par les «alliés», pour l'Allemagne tranchée en deux...) sert alors de boucs émissaires pour éliminer toute voie révolutionnaire (chasse aux sorcières «marxistes» en R.F.A., emprisonnement de centaines d'«autonomes» en Italie, assimilés sans autre forme de procès aux Brigades Rouges). Alors se succèdent les emprisonnements arbitraires, les «suicides» en chaîne, les campagnes anti-révolutionnaires (menées d'ailleurs en Italie avec le concours actif - voire l'initiative - des nouveaux bourgeois).

Libération des prisonniers politiques d'Europe !
Non aux extraditions !
A bas les États impérialistes d'Europe !

LES GRANDES QUESTIONS NATIONALES : Pologne, Afghanistan, Cambodge, Iran.

Contre l'embrigadement dans l'un ou l'autre des camps par les 2 superpuissances préparant la guerre dans la rivalité, les peuples du monde se lèvent et travaillent à la constitution de leurs espaces nationaux, seuls cadres réels de l'autonomie vis-à-vis de l'impérialisme.

Ce n'est pas un hasard si 3 de ces luttes nationales concernent des pays occupés par le social-impérialisme soviétique, directement ou indirectement, force aujourd'hui la plus agressive (le cas de l'Iran étant le processus victorieux de l'éviction de l'autre superpuissance dans l'indépendance par rapport à l'U.R.S.S.).

Dans l'étape, les peuples Afghan et Cambodgien marquent des points contre l'occupant (les nouvelles des fronts sont bonnes et démontrent le bien fondé de ces résistances héroïques s'opposant avec des moyens limités à l'armée conventionnelle la plus forte du moment).

Nous devons oeuvrer à soutenir les Khmers rouges et les fronts de résistance Afghans les plus représentatifs de la lutte au pays, c'est là une tâche enthousiasmante. Il faut poursuivre nos efforts pour que toutes les aides possibles (soutien diplomatique, aides médicales et autres, dénonciation sans répit du Vietnam expansionniste, de Cuba mercenaire et de l'U.R.S.S. social-impérialiste...).

La grande lutte nationale polonaise rejoint ces combats. La période y est cependant plus critique. «Solidarité» et sa direction ancienne bourgeoise liée à l'Église, est à la croisée des chemins: limitation des ambitions et retour au

consensus nouveau bourgeois, ou opposition frontale à l'U.R.S.S. par la décomposition de l'appareil d'Etat et du parti révisionniste anti-national ? Dans ce dilemme, l'action et la place de la classe ouvrière et du peuple polonais révolté jouera énormément. Mais aussi l'attitude du social-impérialisme: une intervention brutale n'est pas à exclure et nous devons alors mobiliser les forces les plus importantes en soutien à la résistance.

A bas les 2 superpuissances U.S.A.-U.R.S.S. ! Vive la juste lutte des peuples Afghan et Cambodgien contre l'occupant !

Soutien aux causes nationales s'opposant à l'hégémonie et à la rivalité U.S.A.-U.R.S.S., facteurs de paix et seuls espaces pour la révolution !

AMÉRIQUE CENTRALE, PROCHE-ORIENT, AFRIQUE DU SUD: points chauds, difficultés d'échapper à la rivalité U.S.A. / U.R.S.S.

Que ce soit au El Salvador (le peuple contre l'oligarchie soutenue par les U.S.A.), en Afrique du Sud (le peuple africain contre le régime d'apartheid, dernière trace du colonialisme classique) ou en Israël - et les projections au Liban (le peuple Palestinien contre le sionisme), le manque de clarté sur la nature de l'U.R.S.S. porte au pire: les tentatives de s'appuyer sur elle contre les U.S.A.

Ces luttes sont justes (elles sont plus que justes, elles sont essentielles à la victoire contre l'impérialisme U.S.).

Mais leurs détours sont entièrement liés à l'emprise des superpuissances sur les camps en présence, et demeurent homogènes à l'impérialisme.

Nous, maoïstes, sommes pour une voie indépendante, pour un arrachement national, certes difficile, mais rendant seul possible la victoire réelle, c'est-à-dire l'indépendance vis-à-vis des systèmes impérialistes rivaux.

- Au El Salvador (et en Amérique Latine en général), nous soutenons toutes forces politiques refusant de s'appuyer sur Cuba et l'U.R.S.S. (pour obtenir une victoire militaire illusoire et d'ailleurs peu probable), et menant une lutte politique et armée prolongée contre les oligarchies soutenues par les U.S.A.

- Au Liban: Syrie et Israël, bas les pattes ! Unité du peuple Libanais et de la résistance palestinienne contre l'Etat sioniste d'Israël ! Palestine libre vaincra !

- En Afrique du Sud et en Namibie: soutien aux forces de la conscience du peuple noir contre l'apartheid, à la lutte armée prolongée pour la libération réelle. Non à la voie de l'A.N.C. (Afrique du Sud) et de la S.W.A.P.O. (Namibie), agents du social-impérialisme, prêts à vendre leurs pays et ce au risque d'une guerre mondiale - à cause du caractère stratégique de l'Afrique Australe sur le plan géo-politique.

— CONCLUSION —

Voilà nos tâches. Elles n'ont pas changé, au contraire, dans la période complexe qui s'ouvre, elles deviennent plus que jamais indispensables, et urgentes. Mobilisons-nous également contre la voie de la liquidation que les partis bourgeois au pouvoir et leurs épigones vont tenter de développer au sein du peuple, en soutien au «bon» président.

7. LE MARXISME

Le règne de Giscard a vu se développer chez les intellectuels, la plus forte attaque jamais vue contre le marxisme. Elle a culminé en 1977-78 avec les «nouveaux philosophes».

Il est très clair que cette attaque servait l'entreprise de démoralisation et de repli individuel nécessaire à la grande idée giscardienne: l'Etat est la seule source de la politique. C'est du reste exactement ce que disaient les nouveaux philosophes. Ils ajoutaient que le marxisme, c'était l'Etat sous sa forme la plus développée (la forme «totalitaire»). Ils en concluaient:

- que l'intellectuel devait se tenir à l'écart de la politique et cultiver son «moi».

- que, Etat pour Etat, le parlementaire-impérialiste était le moins mauvais.

Il est évident que cette contre-révolution idéologique s'appuyait sur les méfaits de l'U.R.S.S. et sur l'anti-communisme, fascisant et raciste, du P.C.F., pour vanter l'Occident - et même la religion.

Contre tout cela, nous avons soutenu avec persévérance:

-1) Que la politique (marxiste), loin d'être réductible à l'Etat, était la SEULE à subordonner doublement l'Etat à autre chose que lui-même.

Elle le subordonne d'abord à la lutte des classes, qui est son terrain d'existence. Même l'Etat socialiste est complètement induit de la lutte des classes. Nous avons lancé le mot d'ordre marxiste moderne: «étendre la reconnaissance de la dictature du prolétariat jusqu'à celle de la lutte des classes». La politique, c'est l'organisation d'un point-de-vue de classe dans les masses. Ce n'est jamais (sauf dans la conception impérialiste (Giscard) ou social-impérialiste (Machais)) la gestion de l'Etat.

Mais notre conception de la politique subordonne en outre l'Etat à la question du communisme, qui est l'idée

active du non-Etat, de la fin de l'Etat. Fondamentalement, le marxisme est ce qui fait du communisme une politique. Pour cela, ce qui compte, ce sont les formes de conscience des ouvriers et du peuple SUR l'Etat et sur la politique, et non pas l'inverse.

Le marxisme est donc par excellence la doctrine non-étatique de la politique.

-2) Nous avons aussi établi que l'U.R.S.S. et le P.C.F. n'avaient rien à voir avec le marxisme. Ce sont les formations étatiques et politiques d'une nouvelle classe d'exploiteurs, la nouvelle bourgeoisie, née dans les flancs du prolétariat, et dont le projet est un capitalisme monopoliste bureaucratique d'Etat.

L'actualité, la modernité historique de cette classe, se montre sur deux points essentiels.

- Elle contrôle une superpuissance expansionniste et militariste, qui prépare la guerre mondiale (U.R.S.S.).

- C'est CONTRE cette nouvelle bourgeoisie qu'a eu lieu la plus grande révolution de notre temps, la Révolution Culturelle chinoise (1966-1976).

Le marxisme d'aujourd'hui porte le bilan de l'U.R.S.S. et le bilan de la Révolution Culturelle. Il a un nom: le maoïsme.

-3) Nous avons enfin montré que la capacité créatrice du marxisme - dès lors que délivré de ses aveuglements anciens -, sa capacité post-léniniste, pouvait assurer l'indépendance de pensée et d'action de tous contre la société impérialiste. Que là était, contre la soumission ou la désillusion, la force de la liberté.

L'idéologie populiste de l'Etat, proposée par Mitterrand, est complètement contradictoire. Chacun le sait.

Rallier le marxisme actif d'aujourd'hui, c'est garantir sa propre indépendance par rapport à l'Etat; c'est exister en politique, sur ses propres forces.

QUI SOMMES-NOUS ?



Une vue du meeting central de l'U.C.F.M.L. le 28 Février 1981.

Le groupe pour la fondation de l'Union des Communistes de France Marxiste-Léniniste (U.C.F.M.L.) existe depuis la fin de 1969.

Il est directement issu, au départ, de la grande révolte de Mai 68. Il en a fait un bilan éprouvé, dont le sens général reste juste: il faut une nouvelle conception de la politique, éclairée par un marxisme transformé, et lié à l'édification d'un parti entièrement original.

De 69 à aujourd'hui, nous avons changé, bien entendu, et expérimenté les voies de la nouvelle politique.

Sur deux points, si nos raisons sont plus claires, nos pratiques sont fidèles à elles-mêmes:

* Nous rejetons la conception parlementaire de la politique (élections, partis bourgeois, peuple «consulté»). Notre but est l'organisation directe du peuple en force politique intervenante.

* Nous rejetons la conception syndicaliste du «social» (revendications, négociations, ouvriers-mendiants). Notre but est l'existence de la classe ouvrière comme force politique dirigeante.

Nous avons mené de grandes batailles contre toutes les bourgeoisies. Contre l'État-Giscard. Contre le P.C.F. Pour nous, le P.C.F. est un parti dangereux, une force anti-communiste, anti-populaire. On a vu son racisme à l'oeuvre (Vitry, Montigny...). Nous savons que le P.C.F. est une organisation de gens qui veulent devenir en force les nouveaux bourgeois, remplacer les anciens, et profiter d'un terrible capitalisme monopoliste bureaucratique d'État.

La société française - celle de Mitterrand comme celle de Giscard - est une société impérialiste, c'est là un point décisif. Contre elle, il y a, et il ne peut y avoir, que l'unité et l'indépendance politique complète du peuple multinational de France (unité organisée de toutes les nationalités ouvrières et populaires).

Nous organisons l'existence de la classe ouvrière à l'usine (contradiction capital/travail) dans des noyaux communistes.

Nous organisons le point-de-vue de classe dans les cités populaires (contradiction peuple/État) dans des Comités Populaires Anti-Capitalistes.

Nous soutenons, contre tous les racismes, les Permanences Anti-Expulsion.

Nous existons au regard de l'art et de la culture (groupes Foudre, Degeyter, Pottier).

Nous publions des brochures théoriques et politiques sur tous les sujets fondamentaux de l'actualité.

Notre journal central est «Le Marxiste-Léniniste».

Bref, nous sommes un pôle politique complet, une voie entièrement originale du marxisme, une chance pour l'indépendance de la pensée et de l'action.

Nous proposons à tous des actions immédiates pour la politique populaire, des organisations expérimentées, une doctrine et un avenir.

«Ça va changer...»: Nous le croyons. Non pas en votant Mitterrand, ce qui est vendre son être à l'État. Mais en s'attaquant au réel. Avec les maoïstes.